

# Objectifs du Millénaire pour le développement

RAPPORT 2005



NATIONS UNIES



Le présent rapport est fondé sur un ensemble de données compilées par un groupe d'experts sur les indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement. Ce Groupe, coordonné par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, a été créé en réponse au vœu de l'Assemblée générale de voir évaluer périodiquement les progrès vers la réalisation de ces objectifs. Le Groupe est composé de représentants des organisations internationales (liste ci-après) qui comptent au nombre de leurs activités l'établissement d'une ou plusieurs des séries d'indicateurs statistiques définis comme permettant de suivre ces progrès. Plusieurs statisticiens nationaux et experts extérieurs ont également apporté leur concours pour le rapport.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

BANQUE MONDIALE

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION

UNION INTERPARLEMENTAIRE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

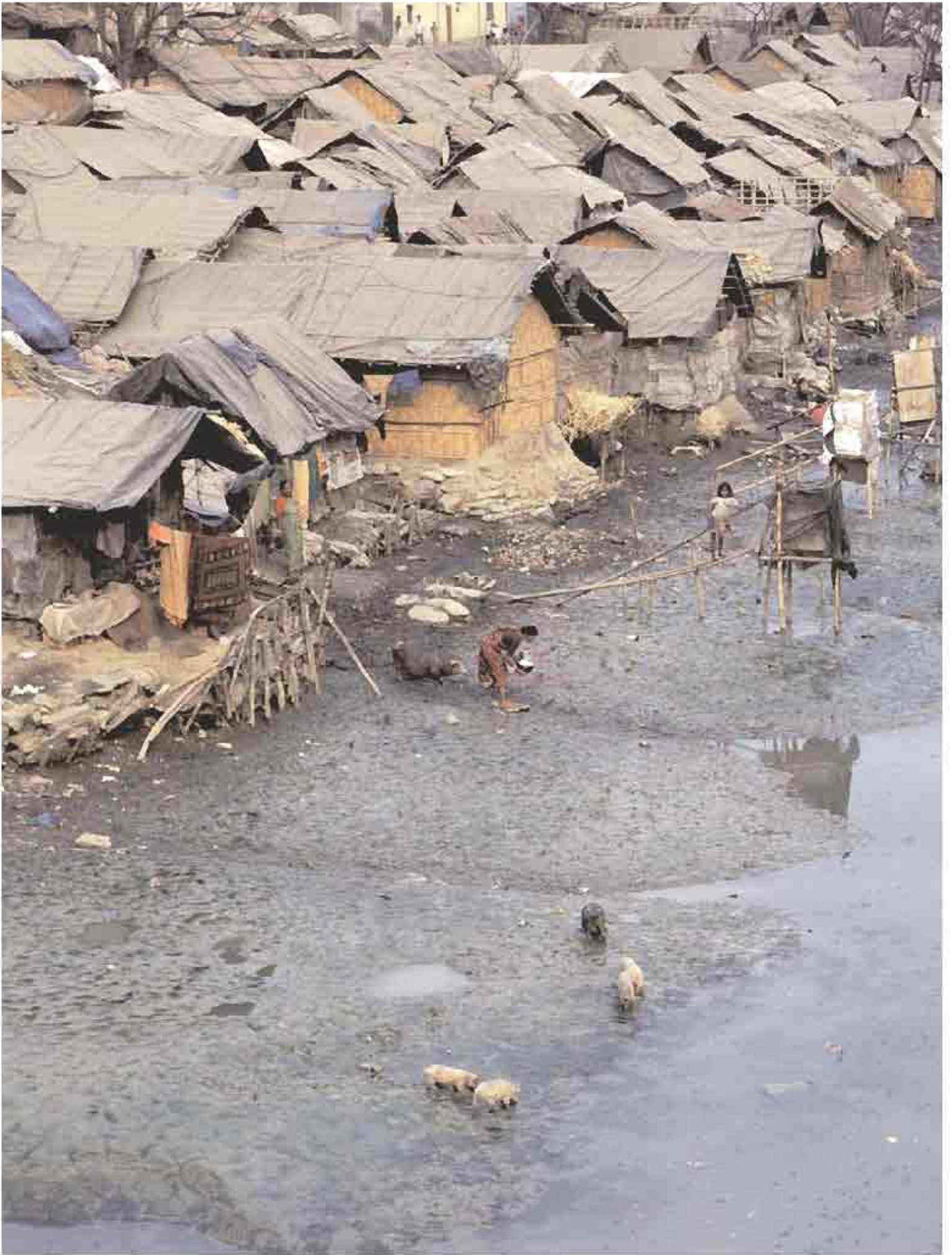
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

# Objectifs du Millénaire pour le développement Rapport 2005



NATIONS UNIES

NEW YORK, 2005



# Avant-propos

L'ADOPTION DES OBJECTIFS du Millénaire pour le développement tirés de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies est une date dans l'histoire de l'Organisation. Pour la première fois, les dirigeants de la planète se sont engagés à s'attaquer sur tous les fronts aux problèmes de la paix, de la sécurité et du développement, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Comme je le disais dans le rapport que j'ai fait paraître en mars 2005 sous le titre « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous » et dont le présent texte est un complément : « Il n'y a pas de développement sans sécurité, il n'y a pas de sécurité sans développement, et il ne peut y avoir ni sécurité ni développement si les droits de l'homme ne sont pas respectés. Si le combat n'est pas livré sur tous les fronts, aucune victoire ne sera possible ».

Les huit Objectifs du Millénaire pour le développement vont de la réduction de moitié de la population pauvre à la lutte contre le VIH/sida et à l'école primaire universelle, et leur date butoir est 2015. Ensemble, ils constituent le plan que tous les pays et toutes les grandes institutions de développement du monde ont accepté en tant que projet d'ensemble, simple mais d'une grande force opératoire, que tout homme de la rue, de New York à Nairobi ou à New Delhi, peut comprendre facilement et vouloir soutenir. Depuis leur adoption, les Objectifs ont galvanisé comme jamais auparavant les bonnes volontés qui se soucient de répondre aux besoins des êtres humains les plus pauvres.

En quoi les Objectifs du Millénaire sont-ils si différents? Ils ont quatre particularités.

*En premier lieu*, ils sont axés sur l'homme, ils ont des délais précis et ils sont quantifiables.

*En deuxième lieu*, ils supposent la formation d'un partenariat mondial et ne cachent pas le fait que les pays en développement doivent balayer devant leur propre porte et les pays développés les y aider.

*En troisième lieu*, ils jouissent d'un soutien politique inédit, ils sont acceptés au plus haut niveau dans les pays développés, les pays en développement, la société civile et les grands organismes de développement.

*En quatrième lieu*, ils sont réalisables.

L'année 2005 est capitale pour la réalisation des Objectifs du Millénaire. En septembre, c'est-à-dire cinq

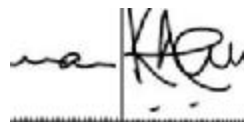
ans après l'adoption de la Déclaration du Millénaire et 10 ans avant l'échéance des délais, les dirigeants du monde entier se réuniront à l'ONU, à New York, pour voir comment les promesses ont été accomplies et décider de ce qu'il faudra encore entreprendre. Sous beaucoup d'aspects, le travail de 2005 sera beaucoup plus difficile qu'en 2000 : il ne s'agira plus de fixer des objectifs, mais de décider des moyens de les atteindre.

LE RAPPORT QUI VA SUIVRE présente le tableau le plus complet à ce jour des progrès réalisés et du chemin à parcourir dans chacune des grandes régions de la planète. Il rend compte de la collaboration soutenue qui s'est instaurée entre un grand nombre d'institutions et d'organismes faisant ou non partie des Nations Unies. Tous ces partenaires ont fourni les données les plus récentes qu'ils avaient sur leur domaine de compétence, données qui ont permis de présenter des analyses claires et homogènes.

Ce que le rapport montre surtout, c'est le chemin parcouru dans tel ou tel domaine et l'effort qui reste à fournir dans tel autre pour réaliser les Objectifs. Si les tendances actuelles se maintiennent, beaucoup des pays les plus pauvres risquent de ne pas en atteindre beaucoup. Après ce que nous avons déjà fait, un échec de cet ordre serait la preuve tragique que nous avons laissé passer notre chance. Le rapport montre aussi que nous avons bel et bien les moyens de faire que tous les pays du monde ou presque mettent à exécution les promesses qu'expriment les Objectifs du Millénaire. Il ne nous reste plus qu'à mettre ces moyens en œuvre.

Comme je le disais aussi dans mon rapport de mars : « Nous devons être bien conscients du prix qu'il faudra payer si nous laissons passer cette occasion. Des millions de personnes qui auraient pu être sauvées périront. Maintes libertés qui auraient pu être garanties seront déniées, et nous vivrons dans un monde plus dangereux et instable ».

Je souhaiterais que le rapport qui va suivre soit la clef de la préparation de la réunion au sommet de septembre, celle où les décisions seront prises. Les analyses et les informations qu'il contient aideront certainement les citoyens, les associations, les gouvernements, les parlements et les institutions internationales à assumer leur rôle dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.



KOFI A. ANNAN  
*Le Secrétaire général*

# Sommaire

---

**PAGE**  
**6**

## Objectif 1 **Éliminer l'extrême pauvreté et la faim**

Le taux de pauvreté est en baisse dans le monde, en Asie surtout. Mais des millions de personnes ont sombré dans la misère en Afrique subsaharienne, région où les pauvres sont de plus en plus pauvres.

La lutte contre la faim a aussi fait des progrès, mais la lenteur du développement agricole combinée à l'accroissement démographique s'est traduite par des reculs dans certaines régions. Depuis 1990, des millions de personnes se sont ajoutées aux affamés de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud, où la moitié des enfants de moins de 5 ans sont mal nourris.

---

**PAGE**  
**10**

## Objectif 2 **Assurer l'éducation primaire pour tous**

Cinq régions en développement en sont presque à la scolarisation universelle. En Afrique subsaharienne, moins des deux tiers des enfants vont à l'école primaire. D'autres régions, dont l'Asie du Sud et l'Océanie, ont encore beaucoup de chemin à faire. Là comme ailleurs, la politique de scolarisation doit s'accompagner d'un effort tendant à maintenir les enfants à l'école et à dispenser un enseignement de qualité.

---

**PAGE**  
**14**

## Objectif 3 **Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**

Lentement mais sûrement, l'écart entre les sexes se comble au niveau des inscriptions à l'école primaire dans le monde en développement. C'est un premier pas sur la voie de l'élimination d'inégalités anciennes. Dans presque toutes les régions en développement, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à avoir un emploi salarié, et encore, elles sont souvent reléguées dans des travaux précaires et mal payés. Les progrès sont indéniables mais les femmes n'en sont pas encore à l'égalité de représentation dans les instances les plus élevées du gouvernement, puisqu'elles n'occupent que 16 % des sièges parlementaires dans le monde.

---

**PAGE**  
**18**

## Objectif 4 **Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans**

Les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans sont en baisse, mais ils ne baissent pas assez vite. Il meurt tous les ans 1 million d'enfants - 30 000 par jour - pour des raisons que l'on aurait pu éviter ou à cause de maladies que l'on aurait pu soigner. Le plus souvent, il aurait suffi d'élargir les programmes qui proposent des solutions simples et bon marché et qui sont déjà en place.

---

**PAGE**  
**22**

## Objectif 5 **Améliorer la santé maternelle**

Plus d'un demi-million de femmes meurent chaque année pendant la grossesse ou l'accouchement; 20 fois plus sont victimes de lésions ou d'invalidités. Des progrès ont été réalisés en matière de mortalité maternelle dans les régions en développement mais non dans les pays où la procréation est la plus risquée.

---

**PAGE**  
**24**

## Objectif 6 **Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies**

Le sida est devenu la première cause de décès prématurés en Afrique subsaharienne, la quatrième dans le monde. Dans les pays européens de la Communauté d'États indépendants (CEI) et dans certains pays d'Asie, le VIH se propage à un rythme alarmant. Les nouvelles thérapies prolongent la vie, mais on ne connaît encore aucun remède au sida et il faut intensifier l'action préventive dans toutes les régions du monde si l'on veut atteindre l'objectif.

Le paludisme et la tuberculose tuent ensemble presque autant d'êtres humains que le sida et épuisent les économies nationales. C'est l'Afrique subsaharienne, où redoublent pourtant les efforts de prévention et de traitement, qui enregistre 90 % des décès dus au paludisme. La tuberculose est en hausse, en partie en conséquence du VIH/sida, mais un nouveau protocole international de détection et de traitement semble prometteur.

---

**PAGE**  
**30**

## Objectif 7 **Assurer un environnement durable**

La plupart des pays ont souscrit aux principes du développement durable, mais cela n'a pas permis d'avancer suffisamment pour inverser la tendance et l'épuisement des ressources naturelles. Pour atteindre cet objectif, il faudra être plus attentif à la condition des pauvres, dont la subsistance quotidienne est souvent directement liée aux ressources du milieu, et porter la coopération mondiale à un niveau sans précédent. L'action entreprise pour empêcher l'appauvrissement de la couche d'ozone montre qu'il est possible de progresser.

L'eau potable est devenue plus accessible, mais la moitié des populations du monde en développement n'ont toujours pas de toilettes ni d'autres équipements sanitaires de base. Près d'un milliard de personnes vivent dans des bidonvilles parce que l'accroissement de la population urbaine va plus vite que l'aménagement des logements et la création d'emplois productifs.

---

**PAGE**  
**36**

## Objectif 8 **Mettre en place un partenariat mondial pour le développement**

La Déclaration du Millénaire est un pacte social mondial : les pays en développement feront davantage pour leur propre avancement et les pays développés leur fourniront de l'aide, allégeront leur dette et leur offriront de meilleures perspectives commerciales. Des progrès réalisés sur chacun de ces plans produisent déjà des résultats, mais les pays développés restent en deçà des seuils qu'ils s'étaient eux-mêmes fixés. Eu égard aux Objectifs, le surcroît d'effort d'aide et d'allègement de la dette doit s'accompagner de nouvelles ouvertures commerciales, d'une accélération des transferts de technologie et de l'amélioration des perspectives d'emploi offertes aux cohortes de plus en plus nombreuses des jeunes du monde en développement.

# Objectif 1 Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

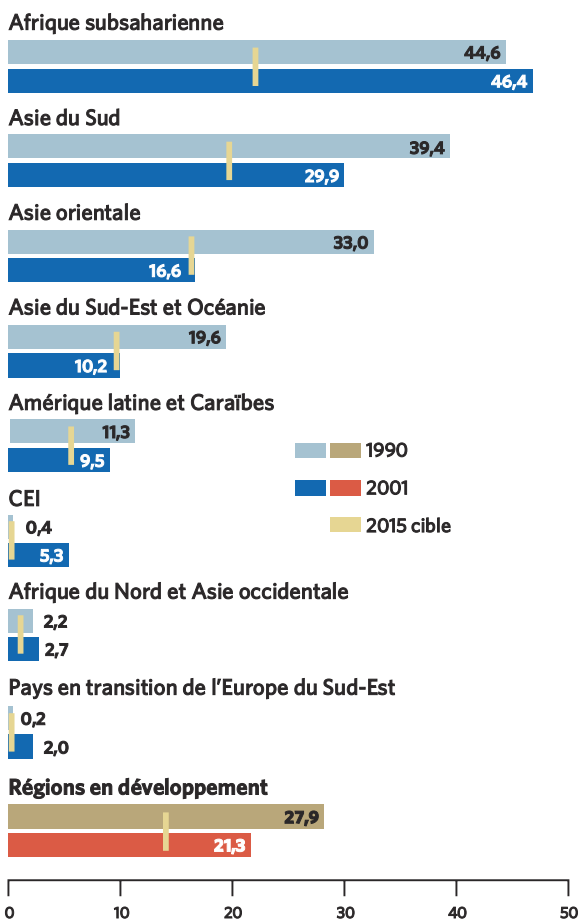
L'extrême pauvreté est la réalité quotidienne de 1 milliard d'êtres humains qui vivent avec moins de 1 dollar par jour. Disette et malnutrition se répartissent presque également : plus de 800 millions de personnes n'ont pas assez à manger pour satisfaire leurs besoins quotidiens d'énergie. Dans le cas des jeunes enfants, ce déficit peut être dangereux parce qu'il retarde leur développement physique et mental et menace leur survie. Plus du quart des enfants de moins de 5 ans des pays en développement sont mal nourris.

Il est possible de surmonter la pauvreté et la faim. En Asie, la pauvreté a reculé de façon spectaculaire : le nombre de personnes qui vivent avec moins de 1 dollar par jour a baissé de près d'un quart de milliard entre 1990 et 2001, décennie de croissance économique rapide. Dans plus de 30 pays, la faim a été réduite d'au moins 25 % en 10 ans. Quatorze de ces pays se trouvent en Afrique subsaharienne, région la plus durement touchée par la faim et la malnutrition.

**CIBLE**  
Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour

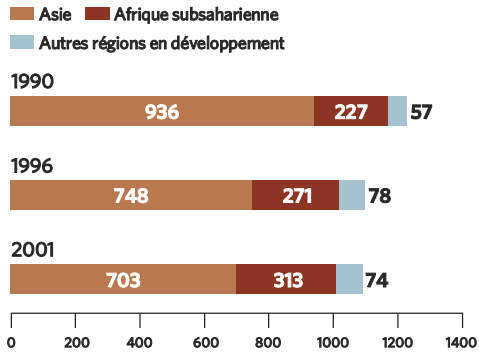
## L'Asie est en tête de la lutte contre la pauvreté

Proportion de la population disposant de moins de 1 dollar par jour, 1990 et 2001 (en pourcentage)



Dans les années 90, l'extrême pauvreté a reculé dans une grande partie de l'Asie, lentement fléchi en Amérique latine, peu bougé en Afrique du Nord et en Asie occidentale, et s'est aggravée pour régresser ensuite dans les économies en transition. Mais dans l'Afrique subsaharienne, qui connaissait déjà le taux de pauvreté le plus élevé du monde, la situation s'est dégradée encore et la misère a fait des millions de nouvelles victimes.

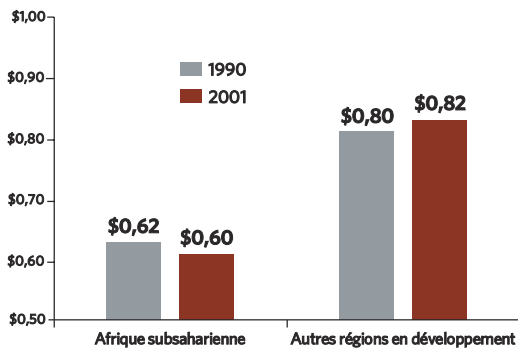
## Le nombre de pauvres s'accroît en Afrique



Population disposant de moins de 1 dollar par jour (en millions), 1990, 1996 et 2001

La croissance soutenue de la Chine et l'accélération économique de l'Inde, pays les plus peuplés de la planète, sont les deux raisons principales du recul de l'extrême pauvreté en Asie dans les années 90. Mais il y a en Afrique subsaharienne de plus en plus de gens qui cherchent un emploi productif, l'agriculture stagne et toute une génération paye un lourd tribut au VIH/sida pendant ses années les plus productives.

## Les pauvres sont de plus en plus pauvres



Revenu moyen des personnes disposant de moins de 1 dollar par jour, 1990 et 2001 (en dollars É.-U.)

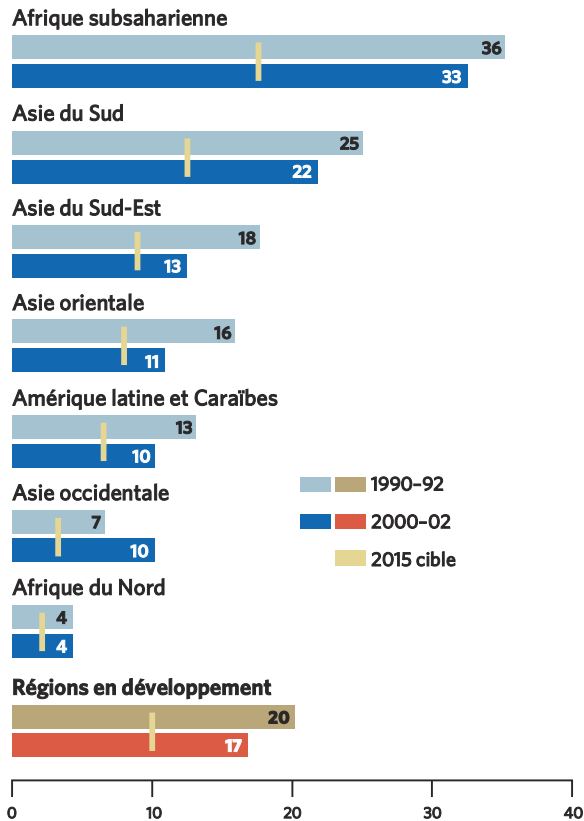
Le revenu quotidien des populations disposant de moins de 1 dollar par jour a à peine augmenté dans les années 90 à peu près partout dans le monde. Qui plus est, le revenu moyen des populations extrêmement pauvres de l'Afrique subsaharienne a diminué. Pour inverser cette tendance, il faut que la croissance économique s'accroisse et qu'elle atteigne les pauvres, gageure difficile à tenir face aux maladies et aux conflits armés.

### CIBLE

Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim

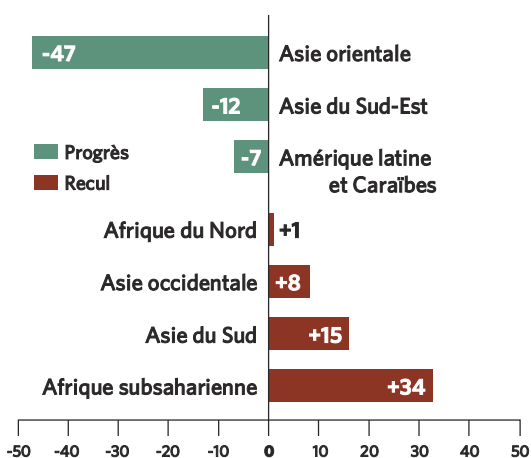
## La faim recule moins vite

Proportion de population sous-alimentée, 1990-1992 et 2000-2002 (en pourcentage)



La famine chronique – mesurée par la proportion de personnes qui n'ont pas assez à manger pour satisfaire leurs besoins quotidiens – est en recul. Le pourcentage de la population sous-alimentée était plus faible en 2000-2002 qu'en 1990-1992 partout dans le monde, sauf en Asie occidentale. Les progrès ont cependant ralenti ces dernières années et le nombre de personnes ne mangeant pas à leur faim a augmenté entre 1997 et 2002.

## Les reculs dans la lutte contre la faim annulent presque les progrès

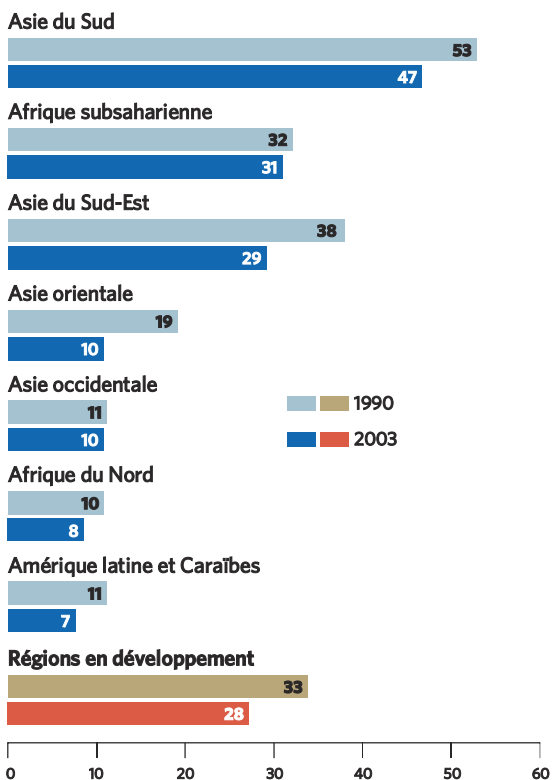


Évolution de la population sous-alimentée entre 1990 et 2002 (en millions)

Le monde en développement comptait, en 2002, 815 millions de victimes de la faim, soit 9 millions de moins qu'en 1990. Pourtant, dans les régions les plus touchées – l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud – il y en avait plusieurs dizaines de millions de plus. L'accroissement démographique et la faiblesse de la productivité agricole sont les raisons principales du déficit vivrier de ces régions. La plupart de ceux qui souffrent de la faim vivent dans les zones rurales et dépendent de la consommation et de la vente de produits naturels pour gagner leur vie et s'alimenter. Le phénomène se concentre parmi les paysans sans terre et ceux qui disposent de superficies trop petites pour pourvoir à leurs besoins.

## Plus du quart des enfants du monde en développement sont mal nourris

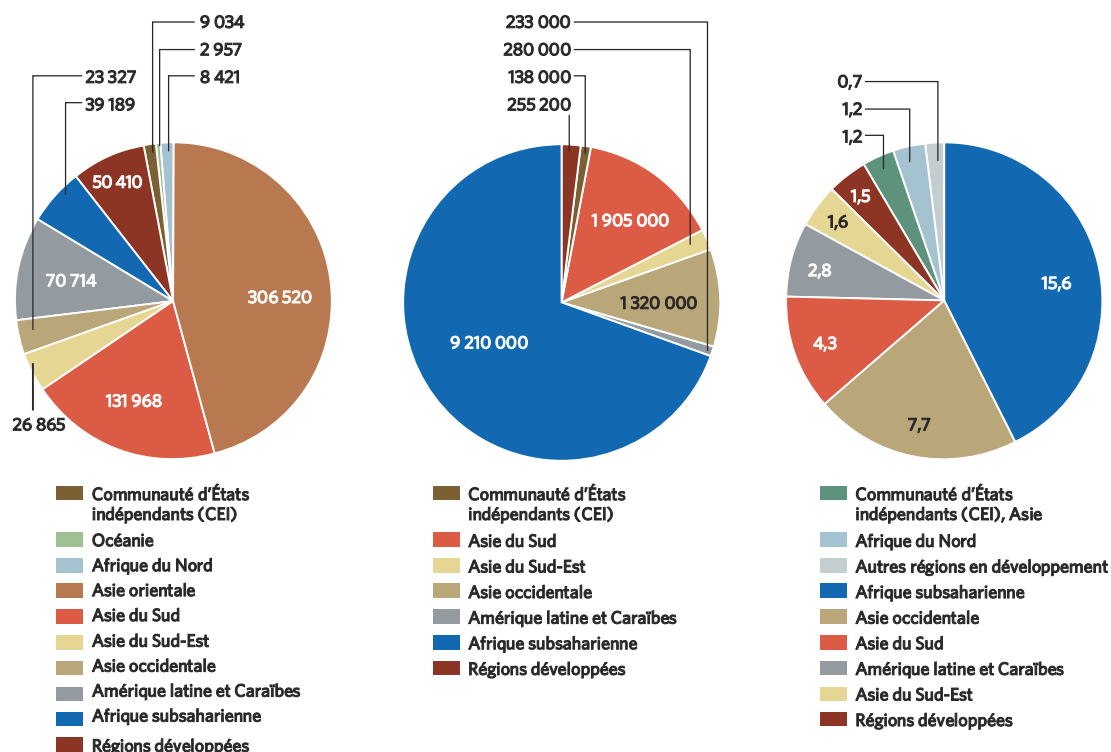
Proportion d'enfants de moins de 5 ans en déficit pondéral, 1990 et 2003 (en pourcentage)



La malnutrition est présente dans plus de la moitié des décès d'enfants de moins de 5 ans. Elle a pour cause non seulement l'insuffisance de la ration alimentaire mais aussi les effets débilissants des maladies infectieuses et le manque de soins. Les progrès sont lents. Plus de 150 millions d'enfants de moins de 5 ans présentent un déficit pondéral dans le monde en développement, dont près de la moitié en Asie du Sud. En Afrique subsaharienne, leur nombre est passé de 29 millions en 1990 à 37 millions en 2003. C'est l'Asie orientale qui a progressé le plus : le nombre d'enfants mal nourris y a fléchi de 24 à 10 millions.

La stratégie consiste à prévoir un allaitement exclusivement maternel pendant les six premiers mois, la généralisation des micronutriments d'appoint, la lutte contre les maladies contagieuses et la fourniture d'eau potable et d'équipements sanitaires.

## Les conflits et les catastrophes aggravent la pauvreté et la faim



Nombre estimatif de décès dus aux catastrophes, 1994-2003

Nombre estimatif de décès dus aux conflits, 1994-2003

Nombre de réfugiés et de déplacés\*, 2003 (en millions)

Les conflits et les catastrophes naturelles gênent considérablement la lutte contre la pauvreté et la faim. Inversement, celles-ci sont un terrain fertile pour les conflits, surtout quand elles s'associent aux inégalités, et rendent d'autant plus difficile la préparation aux catastrophes. Sur les 13 millions de morts qu'ont faits les grands conflits entre 1994 et 2003, plus de 12 millions étaient en Afrique subsaharienne, en Asie occidentale et en Asie du Sud. C'est dans ces mêmes régions évidemment que l'on trouve les trois quarts des 37 millions de réfugiés et de déplacés de la planète et que le nombre d'affamés ne cesse de grossir. Dans deux d'entre elles – l'Afrique subsaharienne et l'Asie occidentale – la pauvreté gagne également du terrain.

Pendant la même période, les catastrophes naturelles ont fait 669 000 morts, dont près des trois quarts en Asie orientale et du Sud. Le raz-de-marée de décembre 2004, a fait en quelques heures des centaines de milliers de victimes de plus. Des dispositifs d'alerte précoce auraient, entre autres mesures, permis d'éviter beaucoup de ces morts, mais l'accumulation des besoins urgents fait que ce sont les pays et les populations les plus pauvres qui sont les plus mal équipés.

Les Objectifs du Millénaire concernent tous les êtres humains, quelle que soit leur situation. S'attacher à les réaliser en situation d'urgence humanitaire ou de sortie de conflit est aussi une façon de jeter les bases d'un développement à plus long terme.

\* Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays qui bénéficient de la protection et/ou de l'aide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

## Objectif 2

# Assurer l'éducation primaire pour tous

C'est l'éducation qui permet de choisir la vie que l'on mènera et de s'exprimer avec confiance dans ses relations personnelles, son milieu et son travail. Les 115 millions d'enfants d'âge à être scolarisés dans le primaire qui ne sont pas scolarisés se voient refuser l'exercice d'un droit fondamental. Il s'agit surtout d'enfants de familles pauvres, dont la mère, le plus souvent, n'a pas fréquenté l'école non plus. Ce gaspillage de potentiels ne touche pas seulement les enfants car l'éducation, notamment celle des filles, comporte des avantages sociaux et économiques pour l'ensemble de la société. Une femme éduquée a de meilleures perspectives économiques et participe davantage à la vie publique. Si elle est mère, elle tend à avoir des enfants moins nombreux mais en meilleure santé, qui ont plus de chances d'aller à l'école. Tous ces points positifs sont autant d'armes contre le cercle vicieux de la pauvreté.

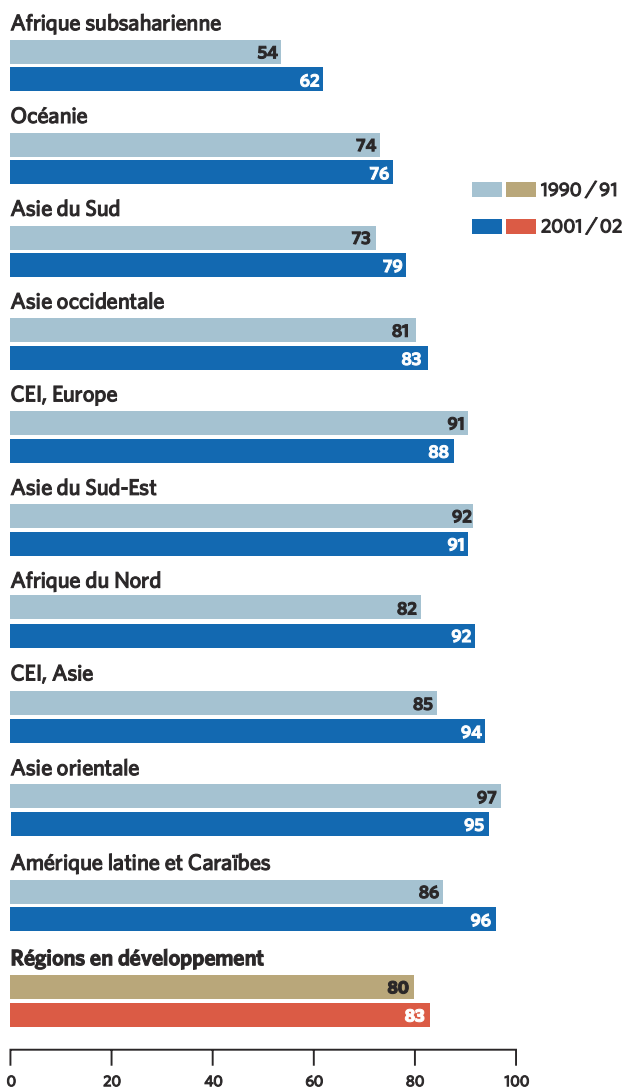
Cinq régions approchent de l'enseignement primaire universel. Mais pour qu'elles atteignent cet objectif, il faudra renforcer considérablement l'action entreprise en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Océanie. Dans ces régions et ailleurs, il faut aussi s'efforcer, tout en les scolarisant, de maintenir les enfants à l'école, surtout les plus difficiles à atteindre, et de leur donner une éducation de qualité.

### CIBLE

D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

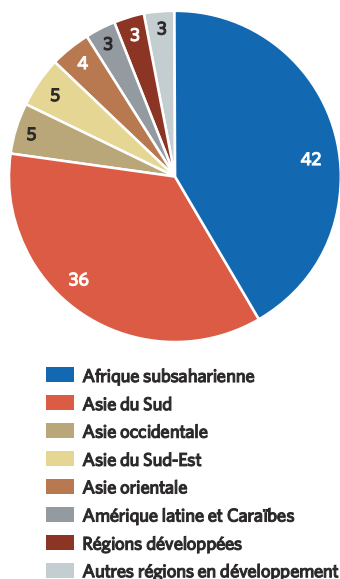
## L'éducation primaire pour tous est presque une réalité dans cinq régions

Taux net d'inscription dans les écoles primaires, 1990/91 et 2001/02 (en pourcentage)



Dans cinq régions, 90 % des enfants au moins fréquentent l'école primaire, même s'il est parfois difficile de maintenir ce niveau de scolarisation et d'atteindre les quelques enfants non scolarisés. L'Afrique subsaharienne a fait des progrès mais le tiers de ses enfants ne fréquentent toujours pas l'école. Dans cinq pays africains, moins de la moitié des enfants vont à l'école alors qu'ils sont en âge. En Asie du Sud, en Océanie et en Asie occidentale, la scolarisation est également en retard, 20 % environ des enfants n'allant pas à l'école.

## Huit enfants non scolarisés sur 10 vivent en Afrique subsaharienne ou en Asie du Sud



Répartition par région des enfants d'âge scolaire non scolarisés, 2001 (en pourcentage)

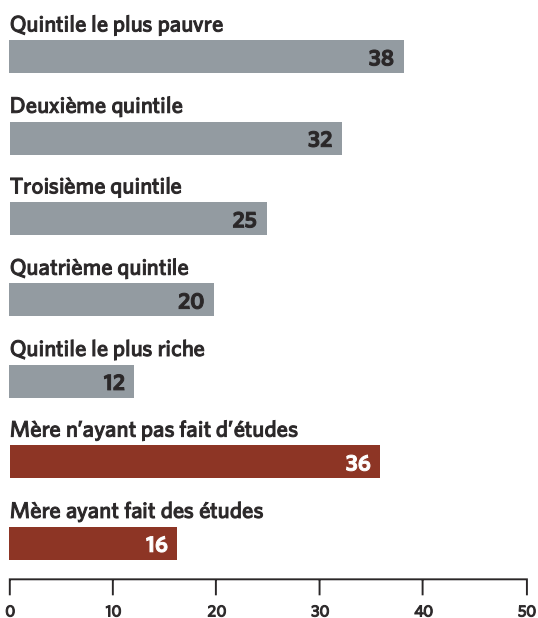
Le nombre de la population d'âge scolaire représentée, pour les pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud, une difficulté majeure aggravée par le fait qu'une bonne proportion des enfants vivent dans des zones rurales particulièrement mal équipées sur le plan scolaire.

Sur les 115 millions d'enfants d'âge à être scolarisés dans le primaire et qui ne l'étaient pas en 2001 dans les pays en développement, certains avaient abandonné leurs études, d'autres n'avaient jamais été inscrits. Au Mali par exemple, parmi les 61 % de non-scolarisés, pratiquement aucun enfant n'avait fréquenté l'école de façon continue.

## L'école paie un lourd tribut au sida

La crise de l'éducation en Afrique subsaharienne est aggravée par les effets du sida. Dans la seule année 1999, près d'un million d'enfants y ont vu leurs maîtres disparaître, victimes du sida. L'effet cumulatif de ces décès impose à beaucoup de pays qui, déjà, ne disposent pas d'un corps enseignant bien formé, une charge qu'ils ne peuvent supporter. Lorsque ce sont les parents qui sont victimes du sida, les enfants sont souvent retirés de l'école pour prendre soin d'eux, assumer la responsabilité du ménage ou travailler pour aider leur famille. Si les parents meurent, les enfants quittent souvent l'école pour des raisons financières. Cela est d'autant plus tragique que l'éducation a ceci de décisif qu'elle stabilise la vie de l'enfant. D'ailleurs, elle est aussi sans doute la façon la plus efficace de prévenir l'expansion du virus. Les moyens de se protéger sont en effet de plus en plus souvent enseignés aux jeunes dans le cadre de leurs programmes scolaires.

## Les enfants des familles riches ont plus de chances d'aller à l'école



Proportion d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire et qui ne l'étaient pas dans les régions en développement, selon la richesse de la famille et le niveau d'études de la mère, 2001 (en pourcentage)

On constate la même chose dans toutes les régions en développement : les enfants des 20 % de familles les plus riches ont trois fois plus de chances d'aller à l'école que ceux des 20 % de familles les plus pauvres. De la même manière, les enfants dont la mère a fait des études ont deux fois plus de chances de fréquenter l'école que ceux dont la mère n'y est jamais allée.

Les plus faibles niveaux de fréquentation scolaire se rencontrent parmi les populations autochtones et minoritaires. Les principaux obstacles à l'universalisation de l'enseignement primaire sont ces disparités et la difficulté d'atteindre les enfants les plus défavorisés.

## Inscrire les enfants à l'école n'est que la moitié de la solution

Une fois qu'un enfant a été inscrit à l'école, il faut s'efforcer de l'y maintenir et de lui donner une éducation qui le prépare à la vie. Les abandons et les redoublements font que beaucoup d'enfants n'achèvent jamais leurs études primaires. Dans l'Afrique subsaharienne, à peine un peu plus de la moitié des écoliers parvient à la dernière année du primaire. En Asie du Sud, en Asie occidentale et en Océanie, la proportion est comprise entre 60 et 75%. Du point de vue de l'achèvement des études primaires, les progrès les plus nets ont été réalisés en Asie du Sud-Est et en Amérique latine et dans les Caraïbes où plus de 90 % des enfants atteignent la dernière année de l'école primaire. En Asie orientale, tous les enfants achèvent leurs études primaires. On peut améliorer les inscriptions et la fréquentation scolaires en réduisant ou en supprimant les charges financières, en créant des cantines, en relevant le niveau de l'enseignement et en rapprochant l'école du village.

## Dans la plupart des régions en développement, les filles restent moins souvent à l'école que les garçons

Dans toutes les régions en développement, à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Asie orientale et de l'Asie du Sud-Est, les filles ont moins de chances de rester à l'école que les garçons. L'écart entre les deux sexes est le plus grand dans les 22 pays où moins de 60 % des enfants vont au bout des études primaires.



## Objectif 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'auto- nomisation des femmes

L'égalité des sexes, qui est inscrite dans les droits de l'homme, est au cœur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Sans elle, on ne pourra vaincre ni la faim, ni la pauvreté, ni la maladie. C'est dire que l'égalité doit être réelle à tous les niveaux de l'enseignement et sur tous les lieux de travail, et que la maîtrise des ressources et la représentation dans la vie publique et politique doivent être également partagées.

Parvenir à la parité dans l'enseignement – à l'école primaire et au-delà – est une condition préalable à la pleine participation des femmes à la vie sociale et à l'économie mondiale. Dans trop de pays, les filles sont des laissées pour compte. Parmi les nombreux avantages qu'offre un enseignement de qualité, il y a la sécurité qui s'attache au travail rémunéré. Or, les femmes sont trop souvent reléguées dans des emplois précaires et mal payés. Bien que leur place dans les emplois non agricoles rémunérés ait augmenté, elles restent une petite minorité dans les emplois salariés dans beaucoup de régions, tout en étant surreprésentées dans le secteur informel de l'économie.

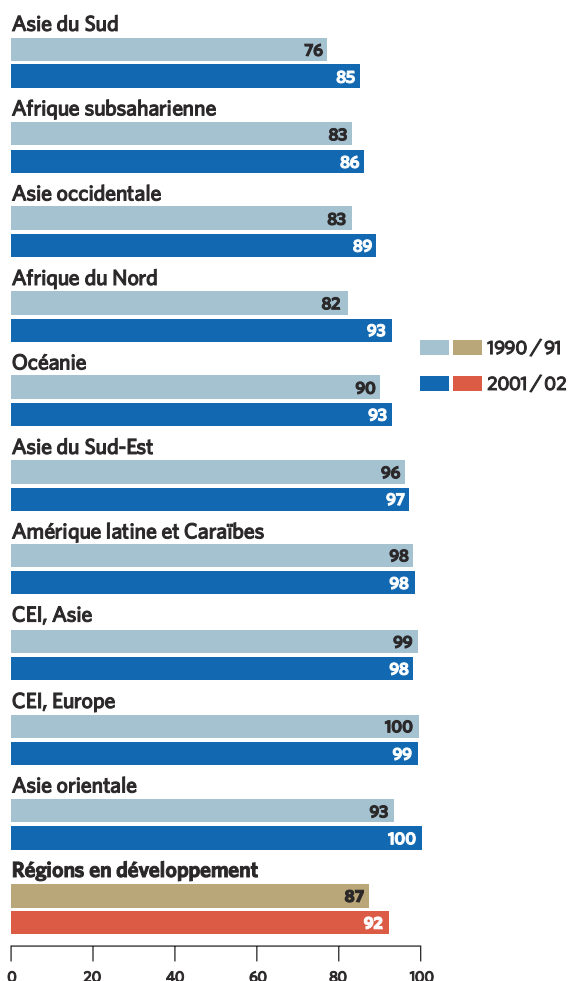
Donner aux femmes un pouvoir égal d'intervention dans les décisions qui influent sur leur vie, du sein de la famille aux instances les plus élevées du gouvernement, c'est leur donner la clef de leur autonomie. Or, bien que leur représentation dans les parlements nationaux augmente régulièrement depuis 1990, elles n'occupent encore que 16 % des sièges parlementaires dans le monde.

### CIBLE

Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard

### La scolarisation des filles est encore en retard sur celle des garçons

Rapport entre le taux d'inscription des filles et celui des garçons dans l'enseignement primaire, 1990/91 et 2001/02 (filles/100 garçons)

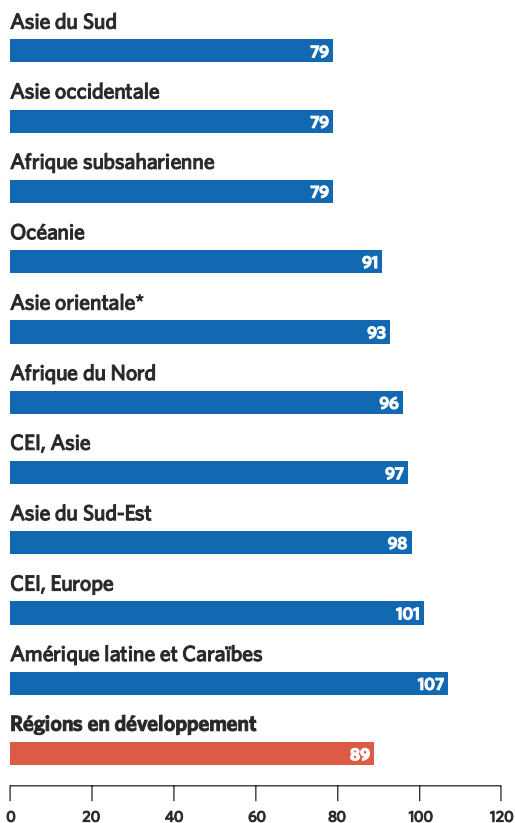


Les pays où l'écart filles/garçons est le plus grand à l'école primaire ont progressé sur le plan des inscriptions. Cette disparité reste cependant grave en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne et en Asie occidentale. Dans les pays où les ressources et les équipements scolaires sont rares et les inscriptions peu nombreuses, les familles doivent souvent choisir entre un garçon et une fille pour envoyer un enfant à l'école. C'est le plus souvent la fille qui perd.

Une intervention spécifique peut être très efficace pour faire entrer les filles à l'école et les encourager à y rester. Il suffit par exemple d'offrir des transports scolaires sûrs, d'installer des sanitaires séparés et de faire disparaître de la salle de classe les stéréotypes sexistes.

## Les disparités entre sexes s'accroissent avec le niveau d'enseignement

Rapport entre le taux d'inscription des filles et celui des garçons dans l'enseignement secondaire, 2001/02 (filles/100 garçons)

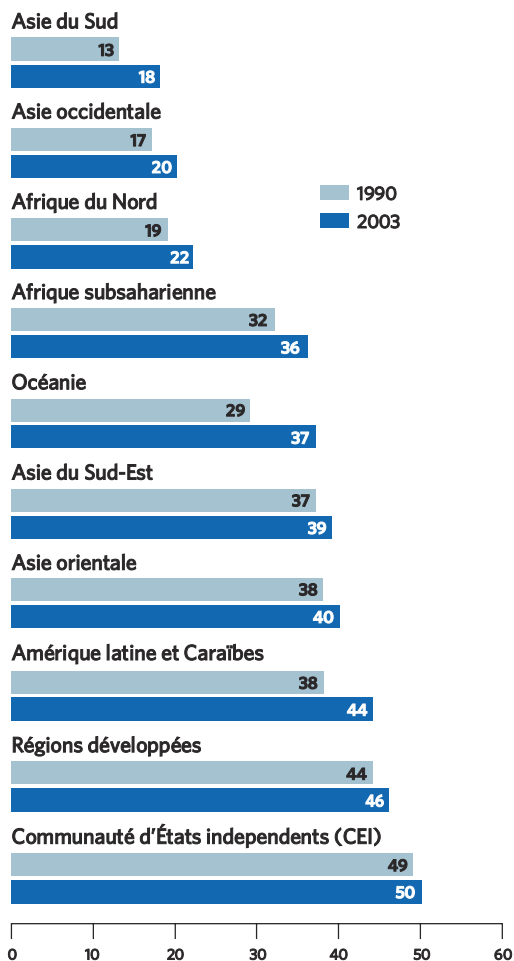


Dans les pays où la fréquentation scolaire est élevée, les filles sont bien représentées au primaire et au secondaire. En Amérique latine par exemple, il y a plus de filles que de garçons qui font des études secondaires. Mais, dans la plupart des régions en développement, les disparités entre les sexes tendent à s'accroître au secondaire, puis à l'université. Sur les 65 pays en développement pour lesquels on dispose de données, environ 50 % ont atteint la parité dans l'enseignement primaire, environ 20 % dans le secondaire et 8 % dans le supérieur.

\* Données de 2000/01.

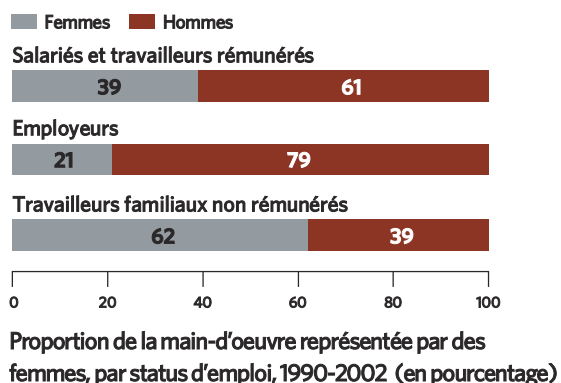
## Les femmes ont moins d'emplois salariés que les hommes

Proportion des emplois salariés non agricoles occupés par des femmes, 1990 et 2003 (en pourcentage)



Les femmes ont moins facilement accès aux emplois rémunérés que les hommes dans la plupart des pays en développement. Certains progrès ont été enregistrés dans toutes les régions mais les femmes de l'Asie du Sud, de l'Asie occidentale et de l'Afrique du Nord n'occupent encore que 20 % environ des emplois salariés non agricoles. Après avoir régulièrement progressé, les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes détiennent maintenant nettement plus de 40 % de ces mêmes emplois. Dans la Communauté des États indépendants, la quasi-égalité des sexes est contrebalancée par la dégradation du marché de l'emploi, pour les hommes comme pour les femmes. Beaucoup de salariés ont perdu leur travail et les salaires et les prestations sociales se sont effrités.

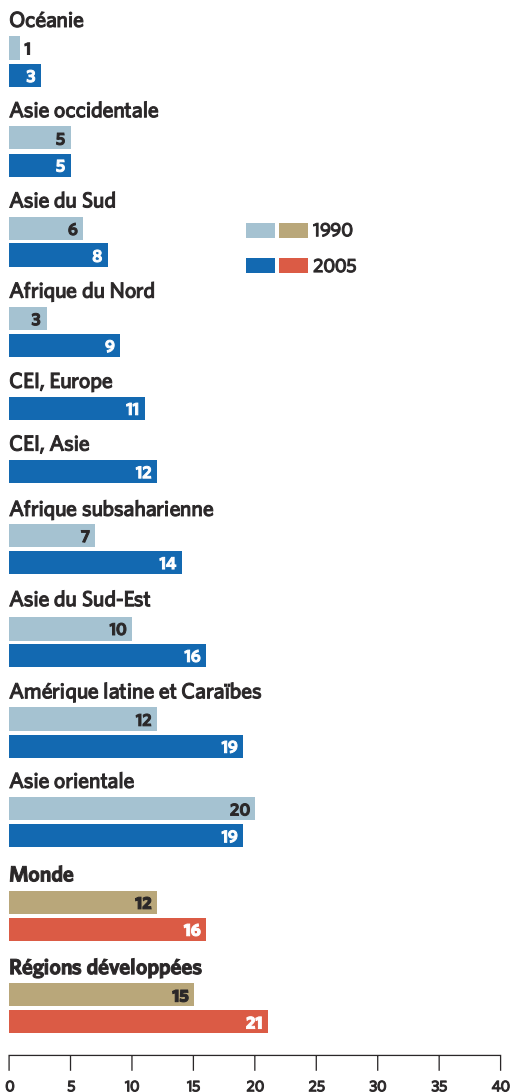
## Il y a plus de femmes que d'hommes dans le bas de l'échelle des emplois



Les femmes ont moins de chances que les hommes d'occuper des emplois rémunérés de type classique et elles travaillent plus souvent qu'eux dans le secteur informel de l'économie, où il n'y a ni prestations sociales ni sécurité financière. Moins de femmes que d'hommes ont des entreprises et des employés. Au niveau mondial, plus de 60 % des personnes qui travaillent sans rémunération dans une entreprise familiale sont des femmes. Au foyer, les femmes assument la plupart des tâches. Ce travail est également non rémunéré, souvent peu apprécié, et il ne figure pas dans les statistiques nationales de production.

## Les hommes sont maîtres des décisions aux niveaux les plus élevés

Proportion de sièges parlementaires occupés par des femmes, 1990 et 2005 (en pourcentage)



Depuis le début des années 90, la proportion de femmes siégeant aux parlements nationaux augmente constamment, elle a même doublé dans l'Afrique subsaharienne. Pourtant, les femmes n'occupent encore que 16 % des sièges parlementaires dans le monde. Seuls le Rwanda et les pays nordiques sont proches de la parité absolue. À l'autre bout de l'échelle, la participation des femmes est négligeable en Océanie et en Asie occidentale. Dans la Communauté d'États indépendants, la représentation des femmes a reculé spectaculairement au début des années 90, époque à laquelle elles n'étaient plus assurées de participer à la vie politique. Cette tendance est cependant en train de s'inverser et les femmes sont de plus en plus nombreuses à jouer un rôle dans les démocraties pluralistes.



## Plus de 80 pays prennent des mesures visant expressément à assurer la participation des femmes à la vie politique

---

À la suite des élections nationales de 2003, 49 % des membres de l'Assemblée nationale rwandaise sont des femmes. C'est la proportion la plus proche de l'égalité absolue qu'un pays ait jamais atteinte. D'autres pays africains – le Burundi, l'Érythrée, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud et l'Ouganda – ont pris des dispositions pour réserver certains sièges parlementaires aux femmes. En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'adoption dans 17 pays de mesures volontaristes de cette nature a fait passer la représentation parlementaire des femmes à près de 20 %. En Afrique du Nord et dans l'Asie occidentale, régions où les femmes sont traditionnellement éloignées de la vie politique, Djibouti, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie ont modifié leur législation électorale pour réserver un certain nombre de sièges parlementaires aux femmes. Au niveau mondial, 81 pays avaient, à la fin de 2004, adopté des mesures analogues, d'une importance décisive pour promouvoir les femmes sur la scène politique. Des campagnes de sensibilisation, des activités de formation et la réforme des partis politiques sont également efficaces pour faire participer les femmes à la direction du pays et aux consultations électorales.

# Objectif 4 Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans

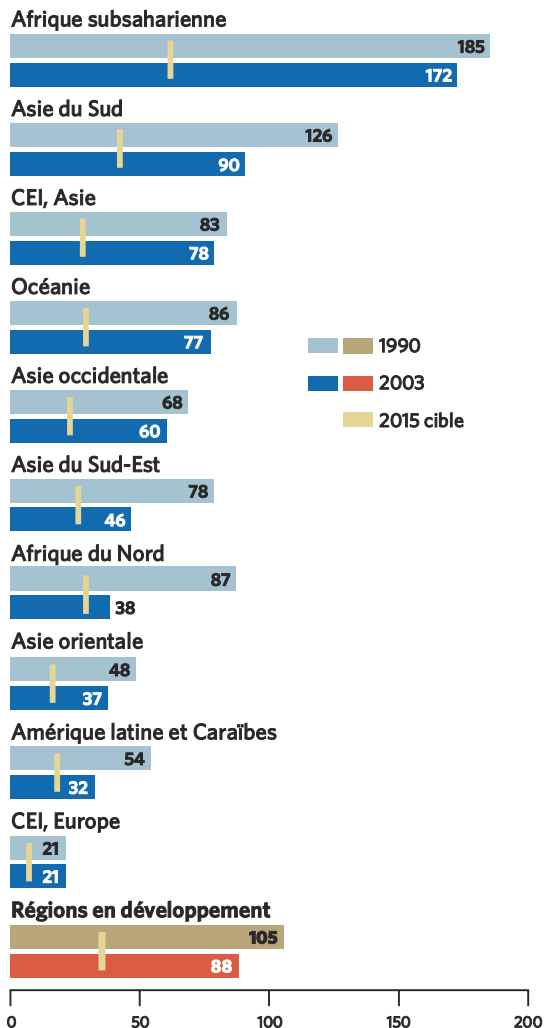
La mort d'un enfant est toujours un événement tragique. Près de 11 millions d'enfants meurent chaque année (c'est-à-dire 30 000 par jour) avant d'atteindre l'âge de 5 ans. Ils vivent pour la plupart dans des pays en développement et meurent d'une maladie ou d'un ensemble de maladies qui auraient pu être prévenues ou guéries à peu de frais avec les moyens dont on dispose déjà. Parfois, ces décès sont dus simplement au manque d'antibiotiques pour soigner une pneumonie, ou de sels de réhydratation pour mettre fin à une diarrhée. La malnutrition est présente dans plus de la moitié des cas.

La mortalité des enfants est étroitement liée à la pauvreté : les progrès des taux de survie des enfants de moins d'un an et de ceux de moins de 5 ans sont les plus lents dans les pays pauvres et dans les tranches les plus pauvres de la population des pays riches. La solution du problème passe par l'amélioration des services de santé publique, notamment les équipements d'adduction d'eau et d'assainissement. L'enseignement, notamment quand il touche les filles et les mères, est aussi un moyen de sauver des vies d'enfant. Relever le niveau de revenu n'est pas non plus inutile mais les résultats restent maigres si les services nécessaires n'atteignent pas ceux qui en ont le plus besoin.

**CIBLE**  
Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

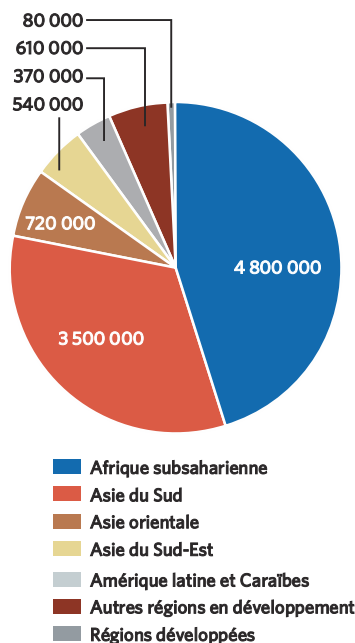
## Les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans baissent plus lentement

Taux de mortalité des moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes, 1990 et 2003



En 1960, plus d'un enfant sur cinq mourait avant d'avoir atteint 5 ans dans le monde en développement. En 1990, c'était 1 sur 10. On s'est mis à espérer que la mortalité des enfants de moins de 5 ans serait réduite encore des deux tiers avant 2015. Mais la courbe a fléchi dans les années 90. Les progrès n'ont conservé le même rythme qu'en Afrique du Nord, en Amérique latine et dans les Caraïbes et dans l'Asie du Sud-Est : la croissance économique, l'amélioration de l'alimentation et la généralisation des soins de santé y ont été largement favorables à la survie des enfants. Les moyennes régionales masquent cependant les différences d'un pays à l'autre et les disparités entre groupes socioéconomiques.

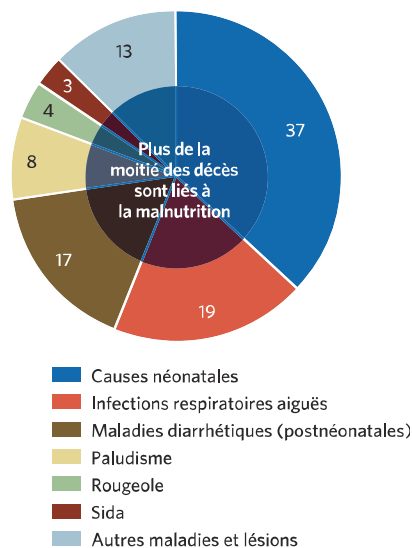
## Pour atteindre la cible, il faudra réduire considérablement la mortalité des enfants de moins de 5 ans dans l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud



### Décès d'enfants de moins de 5 ans, 2003

Près de la moitié des décès d'enfants de moins de 5 ans se produisent en Afrique subsaharienne, où les conflits, le sida et la faiblesse des services de santé ralentissent les progrès, et plus du tiers en Asie du Sud, où pourtant la pauvreté recule. Les pays qui ont connu un conflit, Cambodge et Iraq compris, ont vu depuis leur taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans augmenter nettement ou stagner. Les pays où le sida fait rage, surtout en Afrique australe, ont eux aussi enregistré une hausse brutale de ce même taux.

## En développant des mesures simples et bon marché, on pourrait sauver plus d'enfants

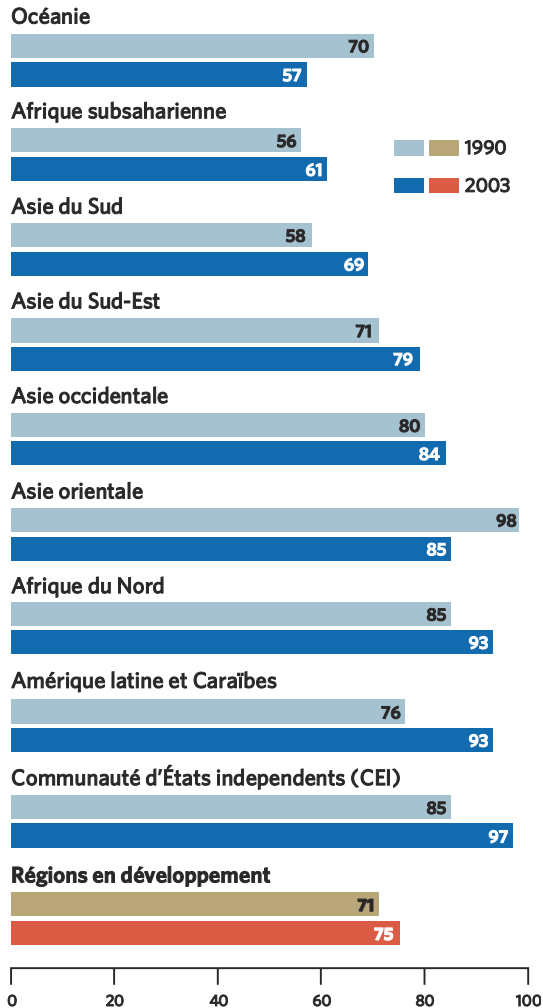


### Répartition des causes de décès des enfants de moins de 5 ans, 2000-2003 (en pourcentage)

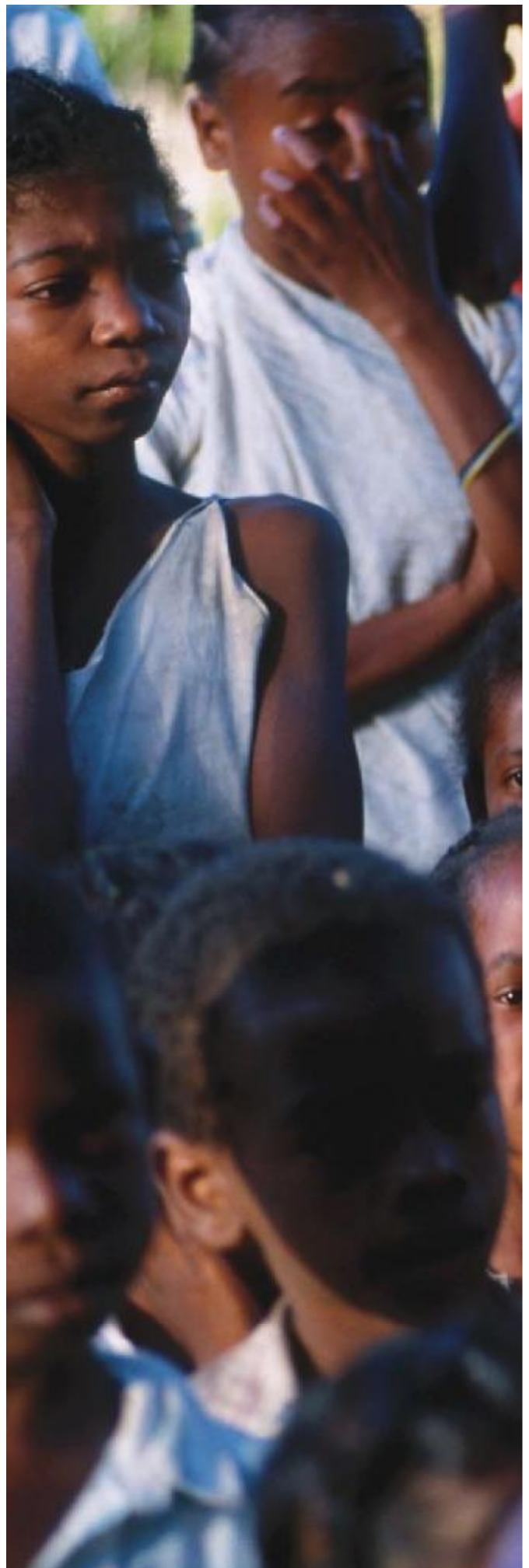
Cinq maladies – la pneumonie, la diarrhée, le paludisme, la rougeole et le sida – causent à elles seules la moitié de tous les décès d'enfants de moins de 5 ans. La plupart de ces vies seraient épargnées si l'on élargissait les mesures de prévention et de traitement, qui sont peu coûteuses; on peut citer l'allaitement au sein, les antibiotiques en cas d'infection respiratoire aiguë, la réhydratation par voie orale en cas de diarrhée, la vaccination, l'utilisation de moustiquaires imprégnées et la prise d'antipaludéens. Une alimentation saine fait partie de la prévention parce que la malnutrition accroît les risques. L'amélioration des soins à la mère et au nourrisson avant et après la naissance serait une manière de relever le défi que représentent le tiers de ces décès, qui se produisent dans les premières jours de la vie.

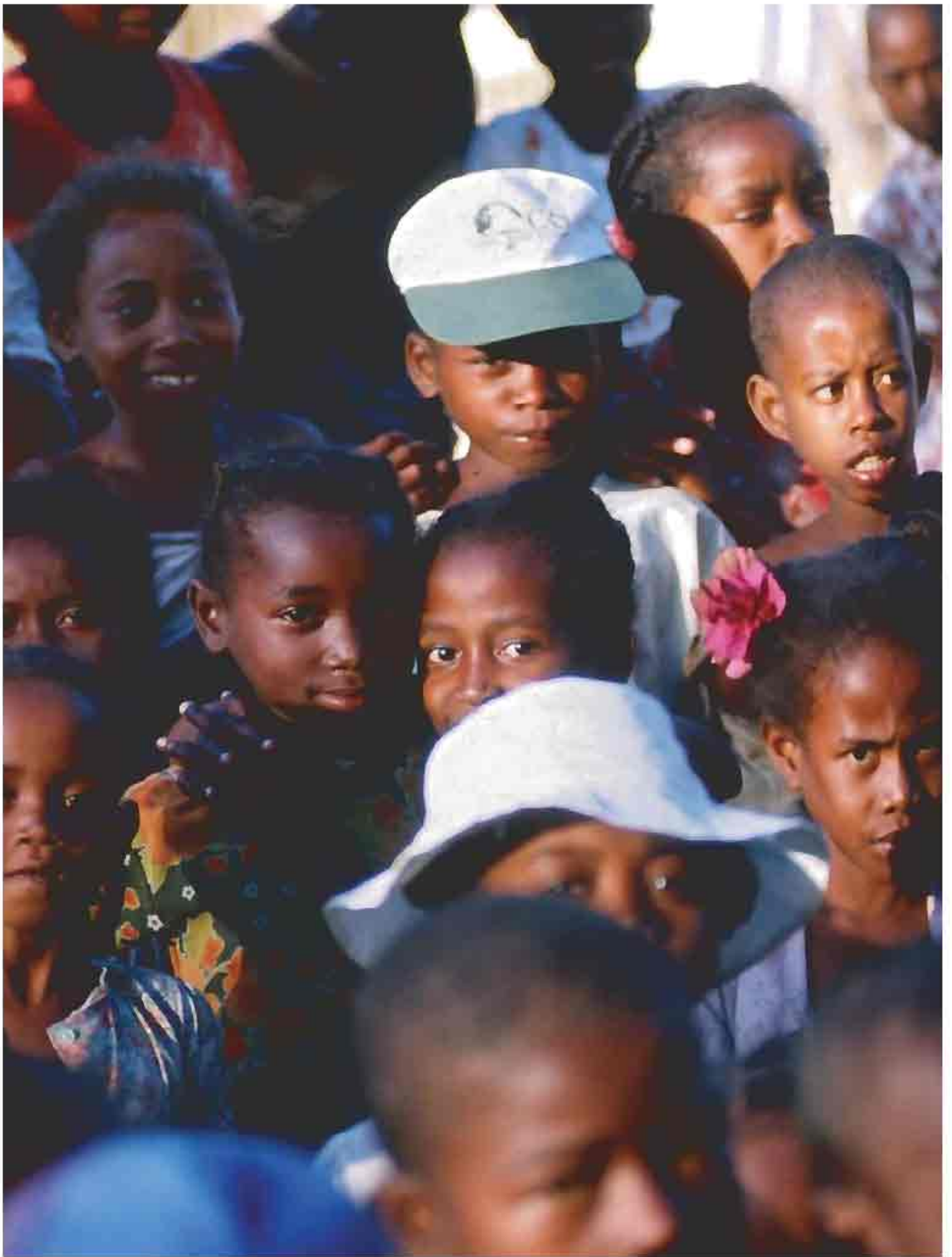
## La vaccination contre la rougeole sauve des vies, mais tous les enfants ne sont pas protégés

Proportion d'enfants âgés de 12 à 23 mois vaccinés contre la rougeole, 1990 et 2003 (en pourcentage)



La rougeole est, parmi les maladies que la vaccination peut faire disparaître, la principale cause de décès parmi les enfants. Il existe depuis plus de 40 ans un vaccin sûr, efficace et relativement bon marché. Pourtant, 30 millions d'enfants sont atteints tous les ans, 540 000 en sont morts en 2002, beaucoup d'autres sont restés aveugles ou sourds. La vaccination se répand lentement dans le monde, mais elle est en retard en Océanie, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où un enfant sur trois reste sans protection. La couverture de la vaccination systématique contre la rougeole est un bon indicateur de la qualité des services de santé du point de vue des enfants de moins de 5 ans.



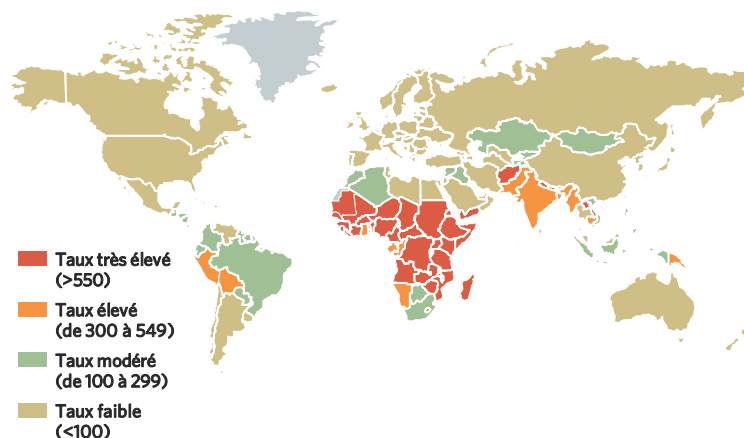


# Objectif 5 Améliorer la santé maternelle

## CIBLE

Réduire des trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle

### Les femmes risquent la mort pour donner la vie



Taux de mortalité maternelle, 2000 (décès/100 000 naissances vivantes)

Une naissance devrait être un motif de réjouissance mais plus d'un demi-million de femmes meurent tous les ans pendant la grossesse ou l'accouchement. Elles sont 20 fois plus nombreuses à être atteintes de lésions ou d'invalidités graves qui, si elles ne sont pas soignées, peuvent être sources de douleurs et d'humiliations pour le restant de leurs jours. La mort d'une mère peut être particulièrement tragique pour les enfants qu'elle laisse plus exposés à la pauvreté et à l'exploitation.

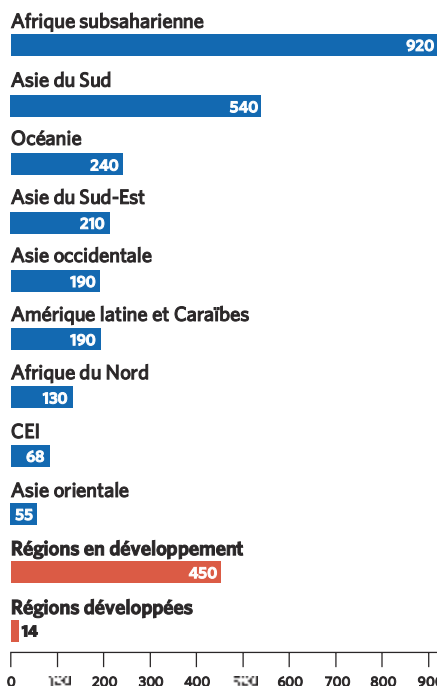
Les pays qui affichaient déjà des taux de mortalité maternelle faibles ont fait encore des progrès. Cela ne suffit pas. Faire baisser ces taux dans les pays où il sont le plus élevés exige des ressources supplémentaires pour que la majorité des accouchements se fasse en présence de médecins, d'infirmières ou de sages-femmes capables de prévenir et de déceler les complications obstétriques et d'y faire face le moment venu. Lorsqu'un problème se présente, il faut que la mère puisse gagner à temps un centre médical bien équipé.

L'universalisation des soins de santé génésique, y compris de la planification familiale, est le premier préalable à la santé maternelle. Il est particulièrement important de pourvoir aux besoins des jeunes gens, qui sont 1,3 milliard à entrer dans la phase reproductive de leur vie. À l'heure actuelle, 200 millions de femmes manquent de services de contraception sûrs et efficaces.

En 2000, le taux moyen des décès de femmes enceintes ou en couche était de 450 pour 100 000 naissances vivantes dans le monde en développement. Dans les pays où les femmes ont souvent de nombreux enfants, le risque est multiplié d'autant. Ainsi, les chances de mourir pendant la grossesse ou en couches sont, sur une vie entière, de 1 contre 16 en Afrique subsaharienne, mais de 1 contre 3 800 dans le monde développé. Le risque serait sensiblement réduit si les femmes disposaient des services de planification de la famille qu'elles désirent, mais une fois qu'elles sont enceintes, il faut les suivre médicalement et leur donner accès à des services de soins et d'urgences obstétriques en cas de complications inattendues.

## Il y a moins de décès de femmes pendant l'accouchement, mais pas dans les pays où le risque est le plus élevé

Taux de mortalité maternelle, 2000 (décès/100 000 naissances vivantes)



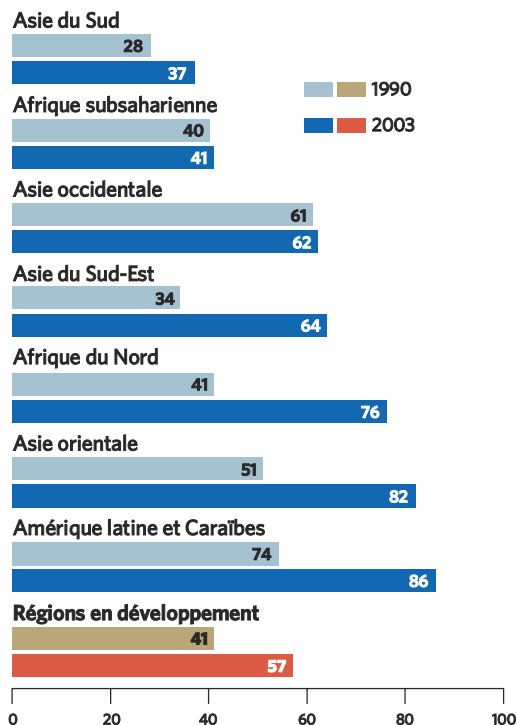
L'analyse des quelques données dont on dispose montre que dans les pays où le taux de mortalité maternelle était déjà faible ou modéré, le nombre de décès a sensiblement diminué. On ne constate pas la même évolution dans les pays où la grossesse et l'accouchement sont le plus risqués.

## Le succès est possible même dans les pays les plus pauvres

Alors qu'il est l'un des pays les plus pauvres du monde, le Bangladesh a su réduire nettement son taux de mortalité maternelle en centrant son action sur la médicalisation des accouchements, l'accessibilité des soins obstétriques d'urgence et l'élargissement des programmes de planification de la famille. En Égypte, le taux de mortalité maternelle a baissé de moitié en huit ans seulement. Cette réussite extraordinaire est le résultat d'un programme d'ensemble tendant à relever la qualité des soins médicaux, notamment la gestion des complications obstétriques, et à assurer la présence de personnel qualifié auprès des accouchées. Il s'agissait également de mobiliser le soutien que l'entourage peut apporter aux femmes pendant la grossesse et l'accouchement et de répondre aux besoins en matière de santé reproductive, notamment au niveau de la planification de la famille.

## Plus d'accouchements ont lieu avec l'aide de personnel de santé qualifié

Proportion d'accouchements en présence de personnel de santé qualifié, 1990 et 2003 (en pourcentage)



La médicalisation des accouchements a fait des progrès dans la plupart des régions en développement entre 1990 et 2003, de façon considérable en Asie du Sud-Est, en Afrique du Nord et en Asie orientale, alors que la situation n'a pas changé dans l'Afrique subsaharienne, où les taux de mortalité maternelle sont le plus élevés. L'Asie du Sud continue de progresser mais elle affiche le plus faible taux de médicalisation des accouchements du monde. Dans toutes les régions, la présence de personnel de santé qualifié auprès de la femme en couches est plus rare dans les zones rurales qu'en ville.

La médicalisation des accouchements figure avec l'accès aux soins obstétriques d'urgence parmi les facteurs qui peuvent faire reculer la mortalité maternelle. Les services d'urgence doivent cependant être dotés des fournitures, des produits pharmaceutiques et du matériel essentiels.

## Objectif 6

# Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Depuis le premier cas de sida, il y a 25 ans, le virus est devenu la cause principale des décès prématurés en Afrique subsaharienne, et la quatrième cause de décès dans le monde. Plus de 20 millions de personnes sont mortes depuis le début de l'épidémie et on estime à 39 millions le nombre de personnes vivant avec le VIH à la fin de 2004. Outre les souffrances impossibles à chiffrer qu'elle a imposées, l'épidémie a effacé des décennies de développement dans les pays les plus touchés. Les pays qui ont échappé au fléau sont très rares.

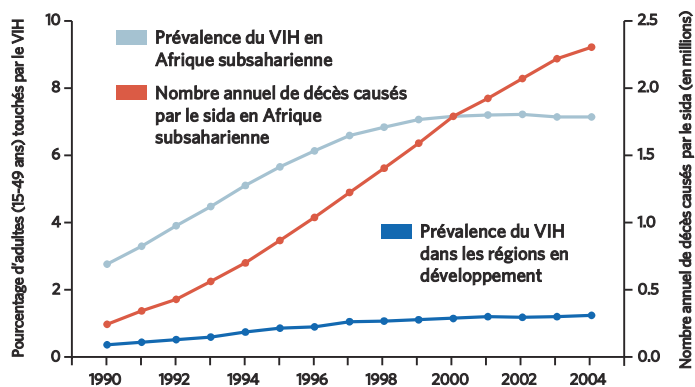
Mais il y a des pays qui se battent, et qui gagnent. La Thaïlande et l'Ouganda ont montré que la volonté des dirigeants et une vision stratégique du problème permettaient de faire reculer les taux d'infection. Ils sont des exemples pour les autres pays qui sont la proie du virus.

D'autres maladies ne font pas la première page des journaux mais privent aussi de leur vitalité et de leurs espérances les populations du monde en développement. Le paludisme tue 1 million de personnes par an, des enfants pour la plupart, et l'on estime qu'il a amputé de 1,3 % le taux annuel de croissance économique des pays africains. La tuberculose, réputée définitivement vaincue, apparaît de nouveau, avec des souches de bacille pharmacorésistantes et les vulnérabilités dues au sida et à son virus. Évidemment, ces trois maladies se concentrent dans les pays les plus pauvres. Or, on peut les maîtriser en grande partie grâce à l'enseignement, à la prévention et, lorsqu'elles frappent, à la thérapeutique et aux soins.

### CIBLE

D'ici à 2015, avoir enrayer et commencé à faire reculer l'épidémie de VIH/sida

## La prévalence du VIH reste élevée en Afrique subsaharienne où les décès et les nouvelles infections se multiplient

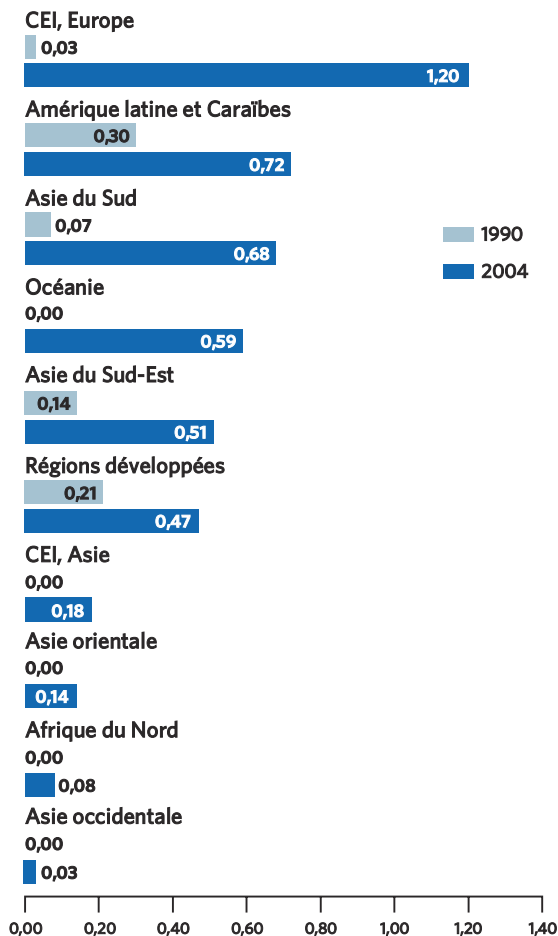


Prévalence du VIH chez l'adulte (15-49 ans) en Afrique subsaharienne et dans toutes les régions en développement (en pourcentage); et nombre de décès dus au sida en Afrique subsaharienne (en millions), 1990-2004

En Afrique subsaharienne, 7 adultes sur 100 vivent avec le VIH. Dans certains pays d'Afrique australe, plus du quart de la population adulte est séropositive. Bien que les taux de prévalence se soient stabilisés dans la région, ils restent très élevés. Cela signifie non pas que l'épidémie est maîtrisée mais que le nombre croissant de décès dus au sida chaque année est à peu près le même que celui des nouvelles infections.

## La prévalence du VIH a augmenté dans toutes les autres régions

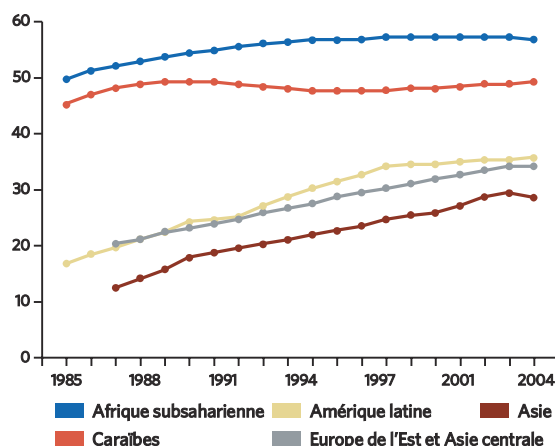
Prévalence du VIH chez l'adulte (15-49 ans) dans certaines régions, 1990 et 2004 (en pourcentage)



En 2004, 4,9 millions de personnes ont été infectées par le VIH dans le monde, 3,1 millions en sont mortes. C'est dans les pays européens de la CEI et dans certaines régions d'Asie que le virus se répand le plus rapidement.

Dans les pays où l'épidémie en est à ses débuts, les programmes axés sur les secteurs de la population les plus vulnérables ont fait la preuve de leur efficacité. Mais on se heurte souvent au manque de ressources et la volonté politique n'est pas toujours présente aux plus hauts niveaux de l'État, surtout lorsque le VIH s'est implanté dans des groupes marginalisés et ostracisés. Si l'on n'adopte pas une attitude pragmatique et soucieuse de l'avenir, le VIH se répandra dans les pays qui ont jusqu'à présent échappé à une épidémie majeure.

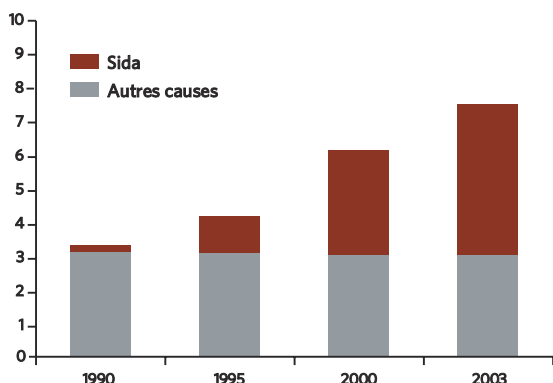
## L'épidémie de sida s'aggrave et de plus en plus de femmes et de filles en sont touchées



Proportion des adultes de 15 à 49 ans vivant avec le VIH dans certaines régions en développement, qui sont femmes 1985-2004 (en pourcentage)

Au niveau mondial, un peu moins de la moitié des êtres humains qui vivent avec le VIH sont de sexe féminin, mais à mesure que l'épidémie s'aggrave, on voit s'accroître la proportion de femmes et de filles infectées. Pour des raisons physiologiques et parce qu'elles manquent traditionnellement d'autorité dans les relations sexuelles, les femmes et les filles sont plus exposées à l'infection. Dans l'Afrique subsaharienne, 57 % des personnes infectées sont des femmes et dans la tranche d'âge 15-24 ans, la différence est encore plus marquée : selon les enquêtes nationales menées récemment dans les pays les plus touchés, il y a jusqu'à trois jeunes femmes vivant avec le VIH pour un seul jeune homme. Ces chiffres trahissent les graves insuffisances de la réaction contre l'épidémie. Il faudrait élargir les services qui peuvent protéger les femmes du virus et opposer l'éducation et la prévention aux facteurs qui les rendent vulnérables et les exposent au risque.

## Le sida a provoqué un nombre record d'orphelins



Enfants de moins de 15 ans ayant perdu leurs deux parents à cause du sida et pour d'autres raisons, Afrique subsaharienne, 1990-2003 (en millions)

À mesure que l'épidémie avance, on voit augmenter le nombre d'orphelins du sida. Il y a là un problème social sans précédent qui appelle à trouver des solutions nouvelles. En 2003, il y avait dans la seule Afrique subsaharienne plus de 4 millions d'enfants qui avaient perdu leurs deux parents à cause du sida et 12 millions qui en avaient perdu au moins un; pour l'ensemble du monde en développement, ce dernier chiffre s'établissait à 15 millions.

## La solution passe par les traitements et les soins, mais surtout par la prévention

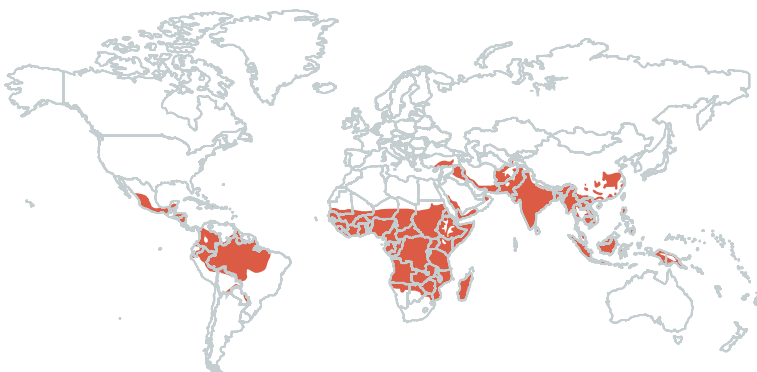
Comme on ne guérit pas du sida, l'essentiel est de ne pas être infecté. Or des millions de jeunes gens sont trop ignorants du VIH pour s'en protéger. Les enquêtes menées en Afrique subsaharienne montrent que 21 % seulement des jeunes femmes et 30 % des jeunes hommes connaissent les rudiments de la prévention. Les enquêtes menées auprès des jeunes femmes de l'Asie du Sud-Est donnent des chiffres encore plus faibles. Il n'est donc pas surprenant que la majorité des jeunes gens n'utilisent pas de préservatif lorsqu'ils ont des rapports avec des partenaires à risque.

Quand une personne est infectée, les médicaments peuvent prolonger sa vie. Quand c'est une femme enceinte, ils réduisent aussi le risque de transmission du virus à l'enfant. Le nombre de personnes recevant une thérapie antirétrovirale dans les régions en développement est passé dans le deuxième semestre de 2004 de 440 000 à 700 000, ce qui ne représente que 12 % de la population qui aurait pu bénéficier de ce type de traitement. Il faut élargir la couverture thérapeutique pour atteindre ces millions de laissés-pour-compte.

### CIBLE

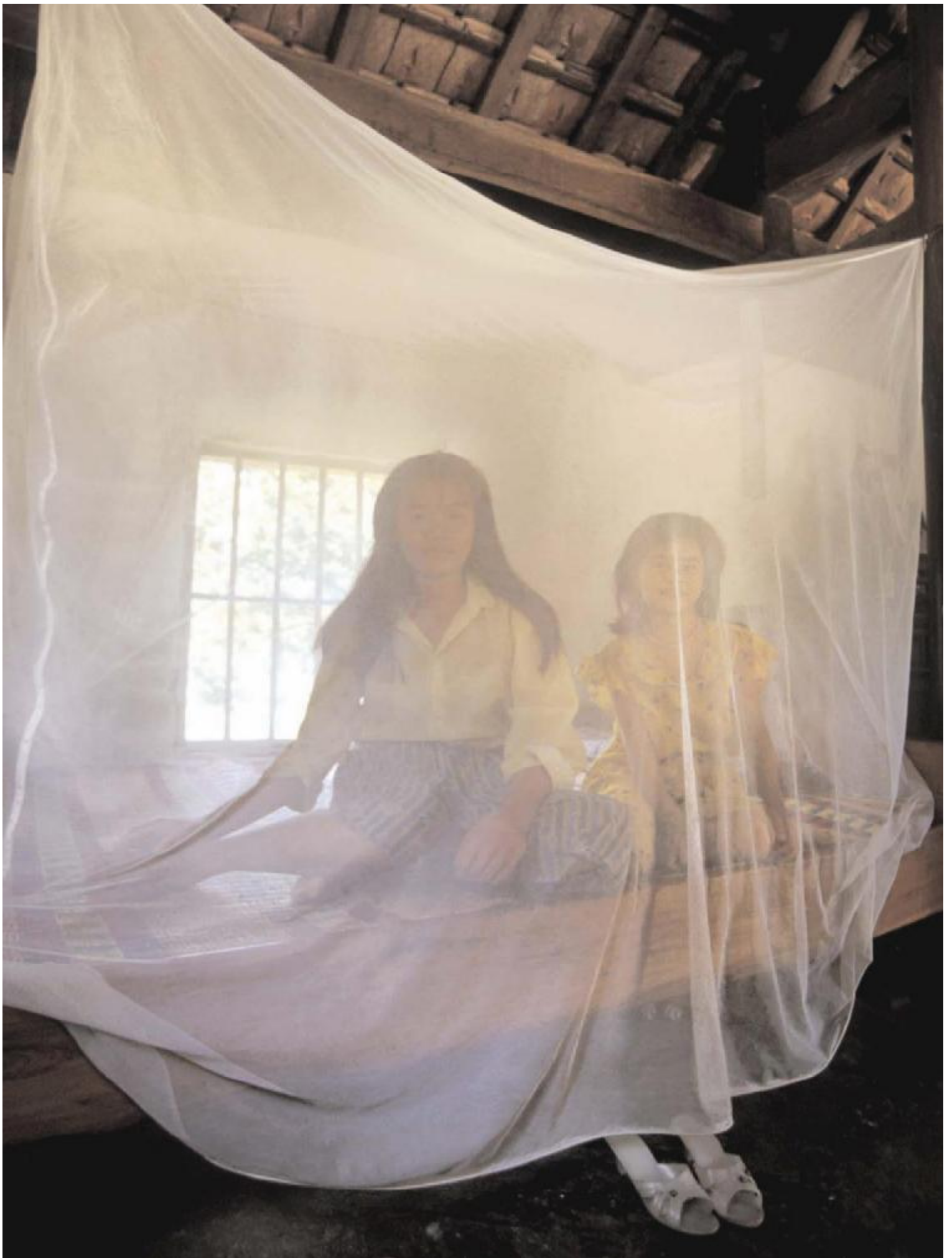
D'ici à 2015, avoir enrayer le paludisme et d'autres maladies graves et commencer à inverser la tendance actuelle

## Le paludisme s'attaque aux plus pauvres et aux plus démunis

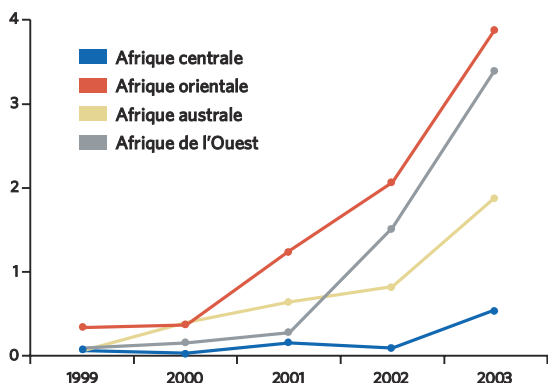


### Risque d'impaludation par zone géographique

Le paludisme est endémique dans beaucoup de pays les plus pauvres et touche de 350 à 500 millions de personnes par an. Sur le million de décès qu'il provoque chaque année, 90 % ont lieu en Afrique subsaharienne. La femme enceinte et l'enfant à naître sont particulièrement vulnérables à une maladie qui est une cause majeure d'insuffisance pondérale à la naissance, d'anémie et de décès infantiles. Dans la seule Afrique subsaharienne, plus de 2 000 enfants meurent tous les jours du paludisme. Les autres ne survivent pas sans séquelles. Les épisodes de fièvre et d'anémie ont des conséquences pour leur développement mental et physique. Le paludisme peut aussi avoir des effets débilissants chez l'adulte, l'obligeant souvent à arrêter de travailler pendant plusieurs jours consécutifs, voire plusieurs semaines.



## La distribution des moustiquaires se généralise



Moustiquaires vendues ou distribuées en Afrique subsaharienne, 1999-2003 (en millions)

Le nombre de cas de paludisme s'est accru dans les années 90, surtout en Afrique. Depuis, les mesures de prévention et de traitement ont été améliorées dans cette région. Parmi les moyens de prévention les plus efficaces figure la moustiquaire imprégnée d'insecticide que les organismes des Nations Unies et leurs partenaires distribuent gratuitement aux populations qui en ont besoin. Ces distributions ont décuplé depuis 2000.

Au Malawi, 1 million de moustiquaires imprégnées ont été distribuées dans la seule année 2003, faisant passer la proportion de foyers équipés de 5 % en 2000 à 43 % en fin d'année 2003. Parallèlement, la distribution de moustiquaires par les réseaux médico-sanitaires a augmenté la fréquentation des services de prévention systématique. D'autres pays sont en voie d'adopter la même stratégie.

## Les politiques pharmaceutiques antipaludéennes deviennent plus efficaces



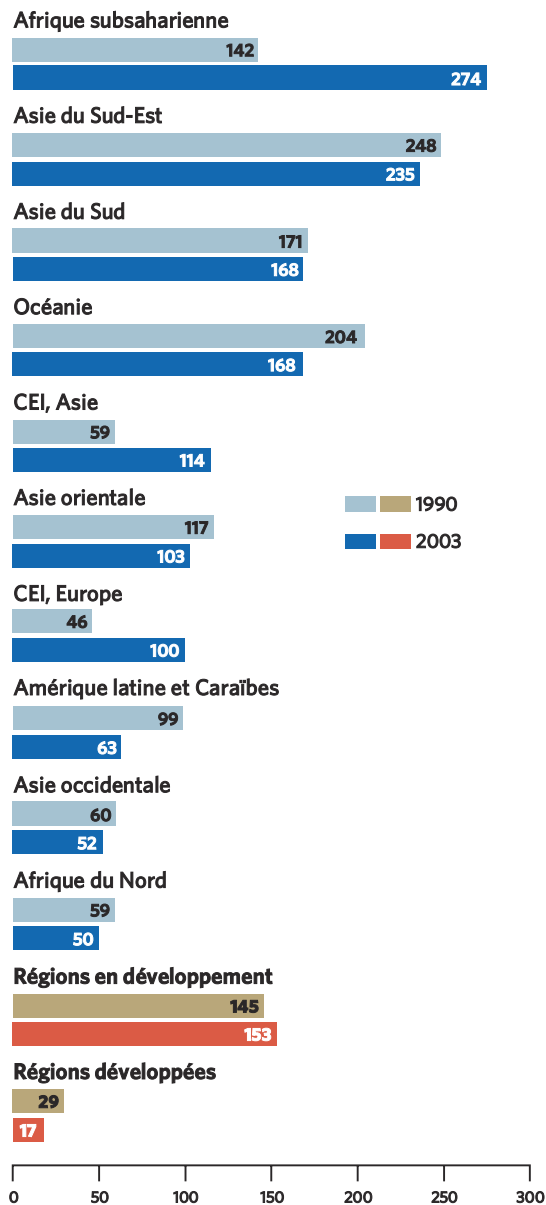
Pays africains qui avaient adopté à la fin de 2004 une nouvelle thérapie antipaludéenne fondée sur des associations médicamenteuses à base d'artémisinine

Ces 20 dernières années, la forme la plus courante du paludisme est devenue pharmacorésistante. De nouvelles associations médicamenteuses plus efficaces à base d'artémisinine se généralisent cependant et les politiques pharmaceutiques en encouragent l'adoption. Entre 2001 et 2004, 40 pays – dont 20 africains – ont modifié leur politique pour imposer ces traitements plus efficaces.

Il y a d'autres signes encourageants. Quarante-vingts pays disposent pour lutter contre le paludisme du montant de plus de 290 millions de dollars fourni par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. On cherche d'autre part à prévenir l'impaludation de la femme enceinte en distribuant des moustiquaires et en prescrivant des médicaments préventifs.

## La tuberculose, fléau ancien, refait son apparition

Nouveaux cas de tuberculose pour 100 000 habitants, 1990 et 2003 (hors VIH séropositifs)



Tous les ans, la tuberculose tue 1,7 million de personnes, la plupart à l'âge où elles sont le plus productives. Le nombre de nouveaux cas s'accroît environ de 1 % par an, le rythme le plus rapide de cette évolution étant constaté en Afrique subsaharienne et dans la CEI. En 2003, on a compté près de 9 millions de nouveaux cas, dont 674 000 personnes vivant avec le sida. L'apparition de souches pharmacorésistantes du bacille, l'augmentation du nombre de VIH séropositifs et de sidéens (la maladie réduit la résistance) et la multiplication des réfugiés et des déplacés sont autant de circonstances qui favorisent le phénomène.

## Une nouvelle stratégie thérapeutique antituberculeuse a fait ses preuves

Les tuberculeux sont de plus en plus nombreux à être traités selon un protocole recommandé sur le plan international sous le nom de DOTS (sigle anglais de « traitement de brève durée sous surveillance directe »), qui privilégie le diagnostic de détection, suivi d'un épisode de traitement puis de soins de suivi. Plus de 80 % des patients traités selon ce protocole guérissent, mais le taux de guérison est plus faible et le taux de mortalité plus élevé quand la pharmacorésistance est fréquente et quand le taux de prévalence du VIH est élevé. Le succès de cette stratégie dépend en fin de compte du dépistage de tous les cas de tuberculose, dont la moitié seulement est aujourd'hui décelée et traitée selon le protocole DOTS. Pour la rendre plus efficace, il faudra accélérer notamment en Asie et en Afrique, le travail de dépistage et de la mise en place de services médico-sanitaires.

# Objectif 7

## Assurer un environnement durable

Assurer un environnement durable signifie exploiter intelligemment les richesses naturelles et protéger les écosystèmes complexes dont dépend la survie de l'humanité. Cet objectif ne peut être atteint avec les schémas de consommation et d'exploitation d'aujourd'hui : les terres se dégradent à un rythme alarmant; les espèces animales et végétales disparaissent en nombre record; les climats changent, entraînant des risques de hausse du niveau des mers et d'aggravation des sécheresses et des inondations; les poissons et la ressource marine sont surexploités.

Les populations rurales pauvres sont les plus directement touchées par ces phénomènes parce que leur vie quotidienne et leurs moyens de subsistance dépendent souvent des ressources que fournit leur milieu. Si l'exode vers les villes a réduit la pression qui s'exerçait sur les terres arables, il a grossi la population qui vit dans des taudis insalubres et surpeuplés. Dans les villes et en dehors, des milliards de gens n'ont ni source sûre d'eau potable ni sanitaires.

L'élimination de ces obstacles et la solution des autres problèmes écologiques supposent que l'on s'intéresse davantage au sort des populations pauvres et que l'on renforce la coopération mondiale à un niveau sans précédent. Les initiatives prises pour empêcher la couche d'ozone de continuer à s'appauvrir montrent que les progrès sont possibles si la volonté politique existe.

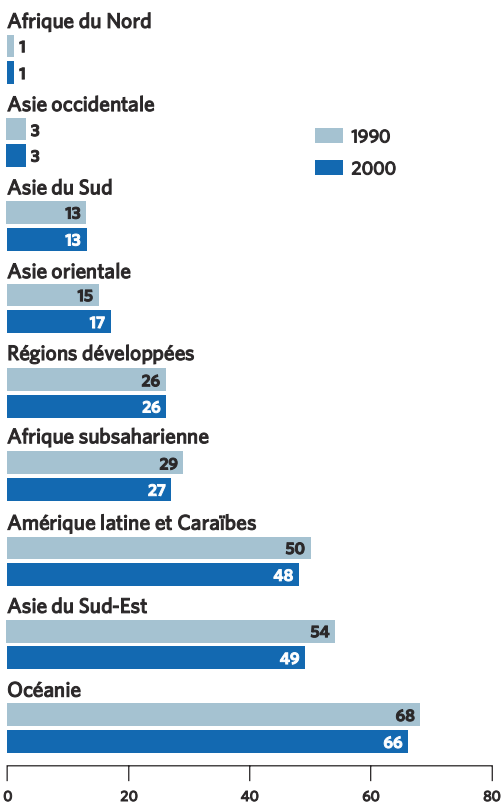
### CIBLE

Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et les programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales

La plupart des pays sont attachés aux principes du développement durable et se sont engagés à les intégrer dans leurs politiques et leurs stratégies. Ils ont également accepté de mettre en application les traités internationaux qui les consacrent. Mais toutes ces bonnes intentions n'ont pas permis d'avancer suffisamment pour faire échec à la disparition des ressources offertes par le milieu naturel.

C'est dans les régions les plus pauvres que les forêts disparaissent le plus vite

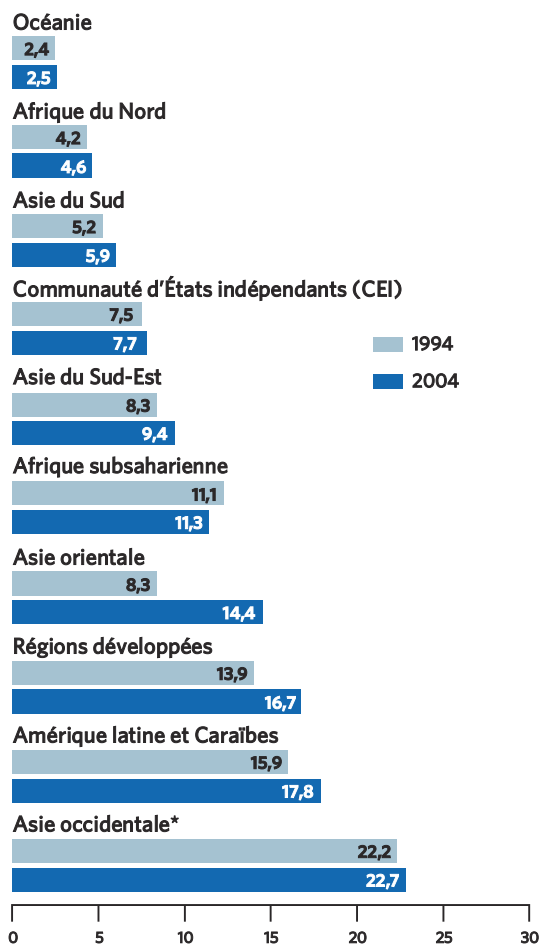
Proportion des surfaces couvertes par des forêts, 1990 et 2000 (en pourcentage)



Les forêts couvrent le tiers de la surface du globe et constituent l'un de ses écosystèmes les plus riches. Elles pourvoient aux besoins de nombreuses populations qui y trouvent par exemple leur nourriture, du combustible, des matériaux de construction et de l'eau potable. Pourtant, ces 10 dernières années seulement, 940 000 kilomètres carrés de forêts (la superficie du Venezuela!) ont été abattues, vouées à l'agriculture ou à d'autres usages. La lutte contre le déboisement se poursuit. Les stratégies d'aménagement protègent les forêts, réduisent la pression exercée sur les terres et relèvent le niveau de vie des communautés sylvoicoles et de leurs voisines. Il n'en reste pas moins que le temps joue contre nous.

## Il y a plus de zones protégées mais des espèces et des milieux naturels continuent de disparaître

Proportion des territoires terrestres et marins constitués en zones protégées, 1994 et 2004 (en pourcentage)

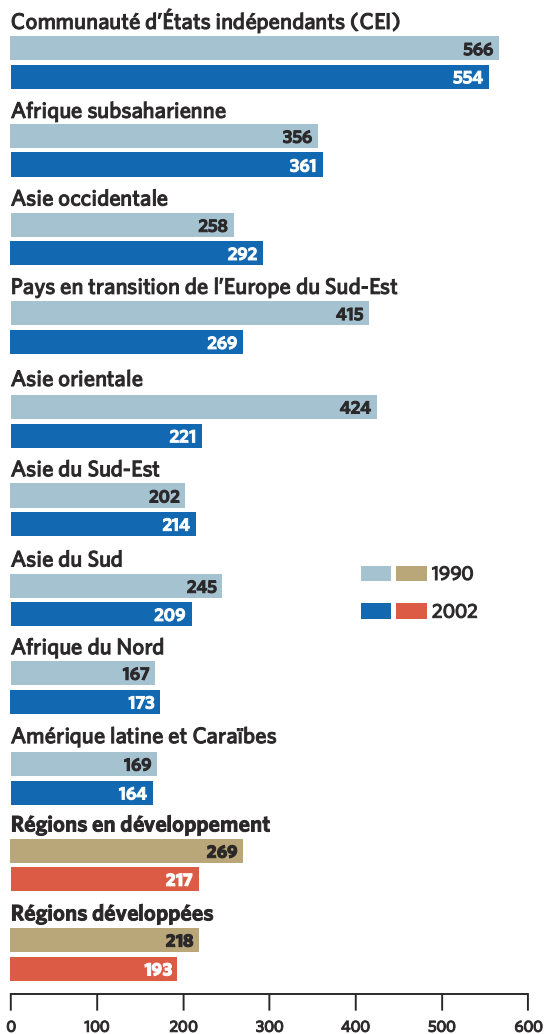


Environ 19 millions de kilomètres carrés (plus de 13 % des terres émergées) sont constitués en zones protégées. Cela représente un accroissement de 15 % par rapport à 1994, progrès certes bienvenus, mais la gestion de ces zones ne répond pas toujours aux principes de la conservation. Le milieu marin est d'ailleurs très sous-représenté puisque moins de 1 % des écosystèmes océaniques sont protégés. La diversité des habitats et des espèces se restreint (plus de 10 000 espèces seraient menacées).

\* Le pourcentage élevé est la conséquence d'une seule zone protégée en Arabie Saoudite.

## La consommation d'énergie gagne en efficacité, mais ce n'est pas assez

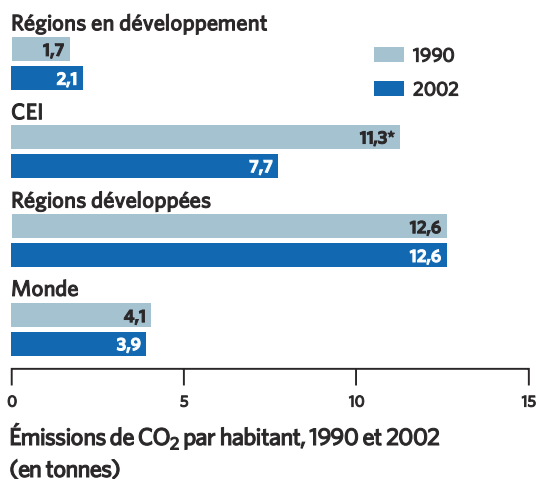
Consommation d'énergie par unité de PIB, 1990 et 2002 (en kilogrammes d'équivalent pétrole par dollar de PIB en parité de pouvoir d'achat en 2000)



La consommation d'énergie a gagné en efficacité et les technologies et les combustibles « propres » ont fait des progrès, mais le transfert de ces nouvelles solutions aux pays en développement, où les besoins énergétiques montent en flèche, ne se fait pas assez rapidement. Malgré les gains d'efficacité, donc, la consommation totale d'énergie ne cesse de grimper.

Dans les pays en développement, l'absence de combustibles propres a des conséquences directes pour les foyers ruraux qui se chauffent et font leur cuisine avec du bois, des bouses de vache, des résidus agricoles et du charbon de bois : on estime que la pollution atmosphérique engendrée par la combustion de ces matières cause plus de 1,6 million de décès chaque année, surtout parmi les femmes et les enfants.

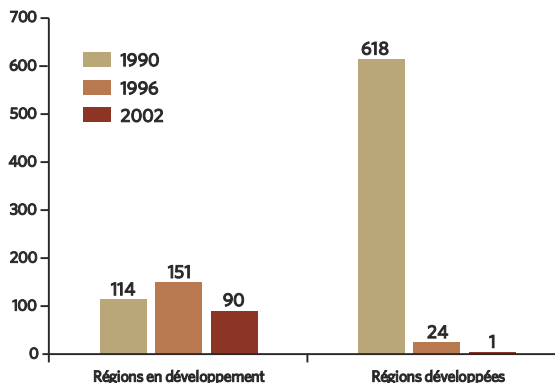
## Les pays riches produisent les plus forts volumes de gaz à effet de serre



Les combustibles fossiles (pétrole, charbon et gaz naturel surtout) produisent du dioxyde de carbone, ou CO<sub>2</sub>, qui concourt au lent réchauffement de la planète. Les conséquences sur le climat – hausse du niveau des mers, augmentation du nombre et de la violence des orages, disparition de certaines espèces, aggravation des sécheresses et des mauvaises récoltes – s’en feront sentir partout dans le monde. Le volume total des émissions ne cessant de croître, la majorité des pays industrialisés ont souscrit au Protocole de Kyoto, première coalition mondiale contre la production de ce gaz.

\* Année de référence : 1992.

## La production de substances qui appauvrissent la couche d’ozone s’est considérablement réduite



Utilisation des chlorofluorocarbones, 1990, 1996 et 2002 (en milliers de tonnes de potentiel d’appauvrissement de l’ozone)

L’ozone stratosphérique absorbe le rayonnement ultraviolet, dont on sait qu’il a un rapport avec le cancer de la peau et certains phénomènes nocifs pour les êtres vivants. Une coopération mondiale sans précédent a permis de réduire le volume des substances appauvrissant la couche d’ozone les plus répandues, les chlorofluorocarbones, à 10 % de ce qu’il était en 1990, succès remarquable qui démontre que l’on peut faire des progrès sur le plan de l’écologie si l’on a de la fermeté dans la volonté politique et une vision commune du problème et de la solution qu’il appelle. Bien que les dégâts subis par la couche d’ozone soient déjà évidents, on s’attend à un retour à la normale dans les 50 prochaines années.

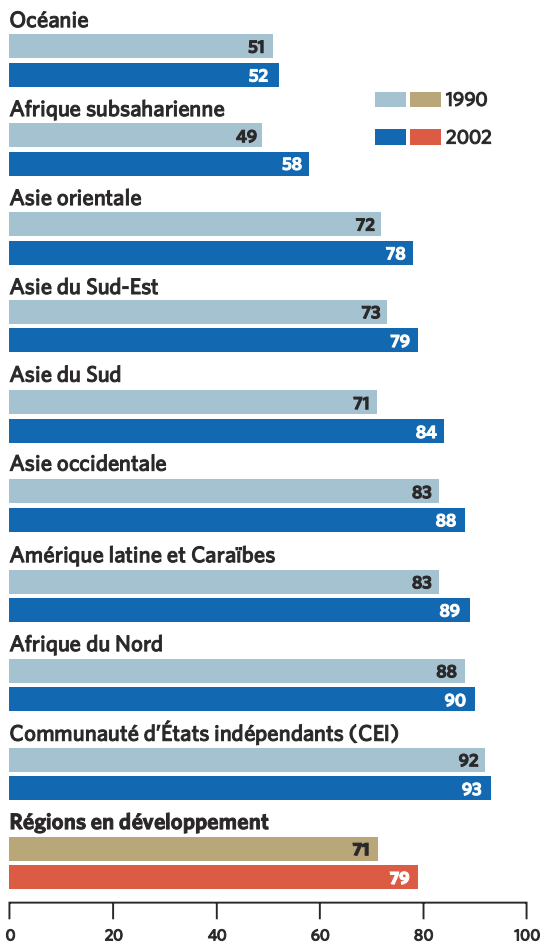
**CIBLE**

Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre et à des services d'assainissement de base

Dans les années 90, les sources d'eau potable aménagées sont devenues nettement plus accessibles. Pourtant, plus de 1 milliard de personnes ne peuvent encore en profiter, surtout dans les zones rurales et, dans les villes, dans les quartiers de taudis. Les progrès ont été beaucoup plus lents pour les équipements sanitaires. On estime à 2,6 milliards (soit un habitant sur deux dans le monde en développement) le nombre de personnes qui ne disposent pas de toilettes ni d'aucun autre équipement sanitaire.

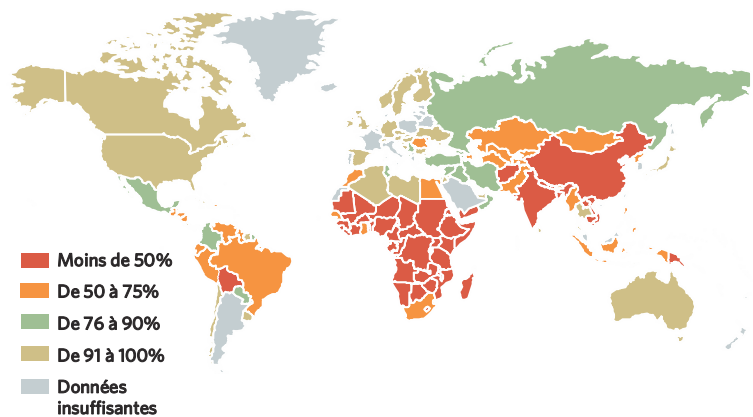
## L'eau potable est devenue plus accessible partout dans le monde

Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable aménagée, 1990 et 2002 (en pourcentage)



La proportion des populations du monde en développement qui ont accès à une source sûre d'eau potable est passée de 71 % en 1990 à 79 % en 2002. C'est l'Asie du Sud qui a fait les progrès les plus spectaculaires. Cette avancée est essentiellement imputable à l'Inde, qui compte plus d'un milliard d'habitants. Le succès que représentent les progrès réalisés dans toutes les régions depuis 1990 ont pour pendant les 1,1 milliard d'êtres humains qui continuent en 2002 de prendre leur eau à des sources non aménagées. Dans l'Afrique subsaharienne, où 42 % des populations ne sont pas équipées, les obstacles à surmonter (conflits, instabilité politique, non-urgence des travaux d'adduction et d'assainissement) sont particulièrement redoutables parce que la population croît rapidement.

## La moitié du monde en développement manque de services d'assainissement améliorés

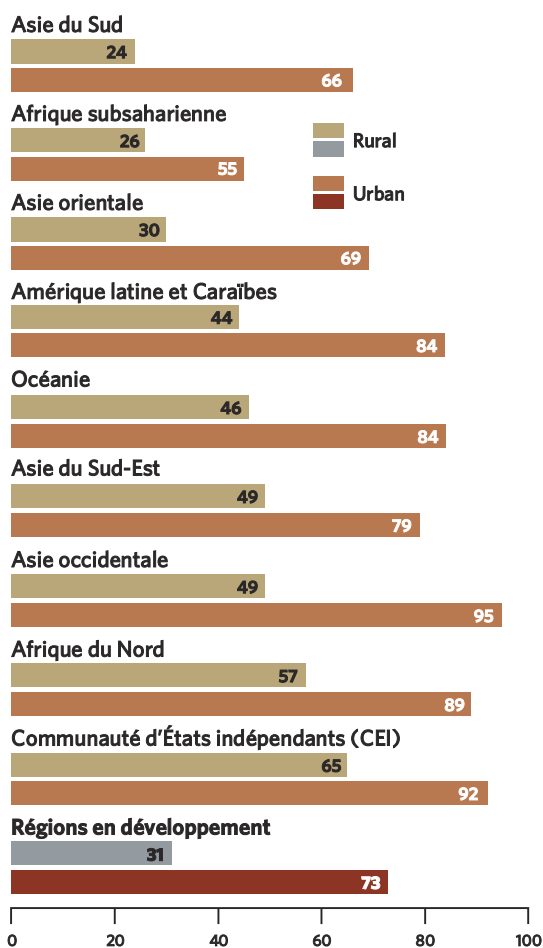


Proportion de la population utilisant des services sanitaires améliorés, 2002 (en pourcentage)

Dans le monde en développement, la couverture des équipements sanitaires est passée de 34 % en 1990 à 49 % en 2002 mais, si la tendance actuelle se poursuit, près de 2,4 milliards d'êtres humains ne disposeront pas d'installations aménagées en 2015, c'est-à-dire presque autant qu'aujourd'hui. L'objectif fixé ne pourra être atteint que si l'on accroît fortement les investissements dans les services.

## Les pauvres des zones rurales et des bidonvilles doivent être le cœur de cible des politiques de salubrité publique

Proportion de la population rurale et urbaine disposant d'équipements sanitaires améliorés, 2002 (en pourcentage)



On constate des disparités très marquées en matière de salubrité entre les zones urbaines et les zones rurales : ces dernières sont deux fois moins bien desservies. Mais les statistiques urbaines ne rendent pas compte du dénuement des quartiers de taudis. Or, l'accès à l'eau potable et aux installations d'assainissement y reste extrêmement faible alors que les taudis prolifèrent dans le monde en développement.

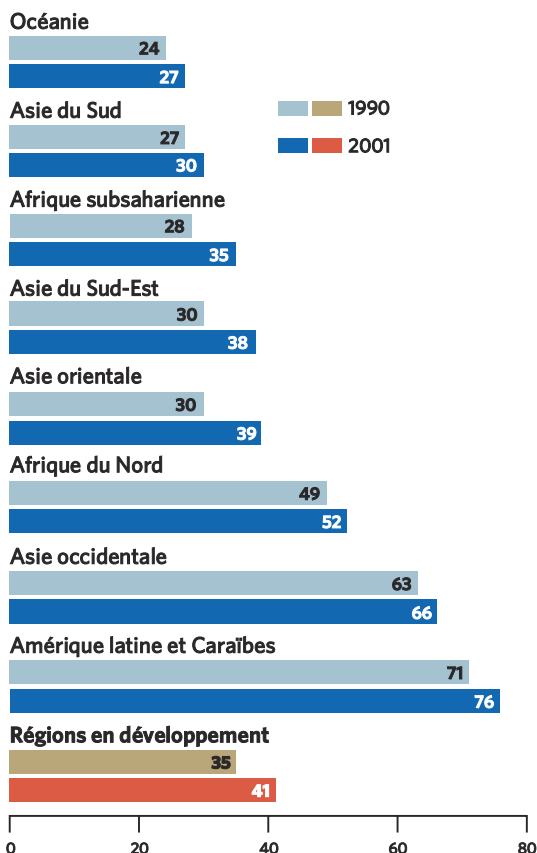
Dans l'ensemble du monde en développement, la tranche de 20 % des ménages les plus riches a deux fois plus de chances de disposer d'une source sûre d'eau potable que la tranche de 20 % des ménages les plus pauvres, et quatre fois plus de chances d'utiliser des sanitaires aménagés.

### CIBLE

Réussir, d'ici à 2020, à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis

## Les urbains vont bientôt être plus nombreux que les ruraux dans le monde en développement

Proportion de la population urbaine, 1990 et 2001 (en pourcentage)

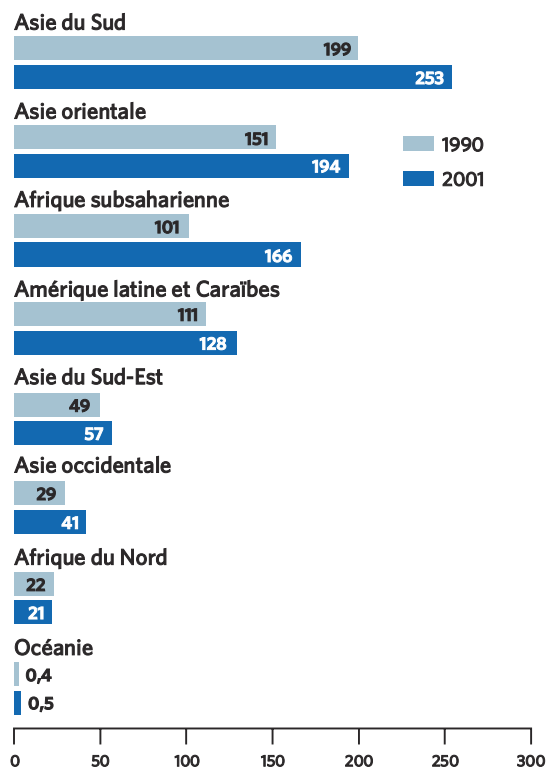


La population urbaine des pays en développement s'accroît à un taux supérieur à 3 % par an, soit trois fois plus vite que la population rurale. Si l'on ajoute les phénomènes des migrations vers les villes et de l'accroissement naturel, on peut dire que 100 millions de personnes viennent chaque année grossir les agglomérations du monde en développement dont les habitants devraient être plus nombreux que les ruraux en 2007.

Près d'un urbain sur trois (presque un milliard de personnes) vit dans un bidonville, dans des conditions caractérisées par la promiscuité, le manque d'emplois, la précarité de l'habitat, l'insalubrité de l'eau, les déficiences sanitaires et des services de santé, et l'insécurité générale, y compris les violences contre les femmes. Il n'est donc pas surprenant que les taux de morbidité, de mortalité et de chômage y soient considérablement plus élevés que dans les quartiers à l'urbanisme aménagé. Des études montrent que, dans certaines villes africaines, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans vivant dans les taudis est environ le double de celui des enfants des autres quartiers.

## L'accroissement de la population des bidonvilles est plus rapide que l'aménagement urbain

Nombre d'habitants des bidonvilles, 1990 et 2001 (en millions)



Prises ensemble, l'Asie du Sud, l'Asie orientale et l'Afrique subsaharienne comptent plus des deux-tiers des bidonvilles. La plupart des pays recherchent le moyen de prévenir la formation de quartiers de taudis. Mais l'accroissement rapide des populations urbaines fait que le nombre d'habitants des bidonvilles est en augmentation dans tout le monde en développement, sauf en Afrique du Nord.



## Les mesures qui améliorent l'habitat dans les bidonvilles doivent être élargies

Même si les agglomérations ne cessent de s'étendre, plusieurs pays en développement ont montré qu'il est possible d'améliorer les conditions de vie dans les bidonvilles, expérience qu'il faudra renouveler à grande échelle pour réaliser cet Objectif du Millénaire. Le Sénégal et l'Afrique du Sud, par exemple, ont réussi à relever le niveau de la santé et de l'emploi dans les taudis. Les autorités du Brésil et de l'Inde sont parvenues à améliorer le sort des habitants des favelas et des taudis en renforçant la protection contre les évictions illégales ou forcées. En Égypte, en Afrique du Sud et en Thaïlande, la titularisation des occupants et l'accès au crédit ont encouragé les habitants à investir dans leurs logements.

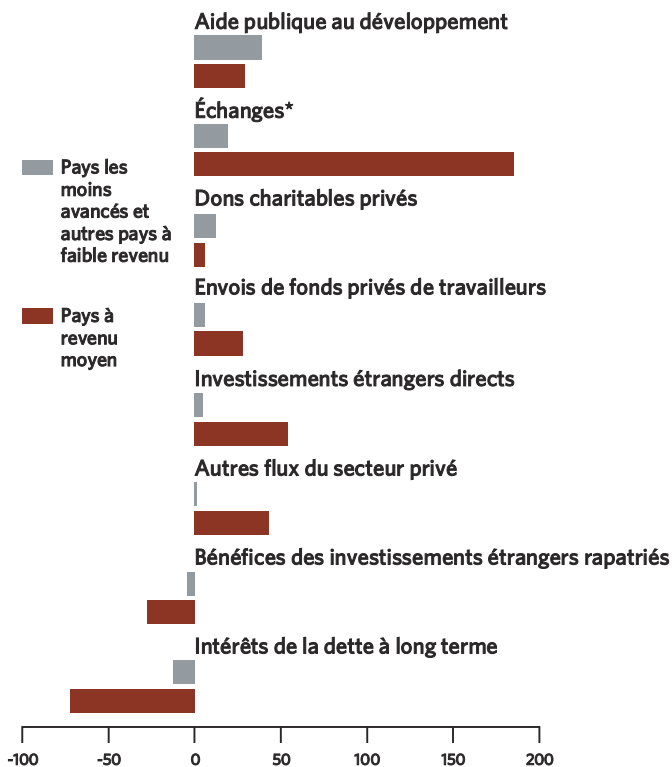
## Objectif 8

# Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

L'idée que la lutte contre la pauvreté est collective et que tous les pays ont intérêt à y participer est au cœur des Objectifs du Millénaire pour le développement. Ce sont les pays en développement qui portent la responsabilité de la réalisation des Objectifs, mais le soutien international est crucial aussi, surtout pour les pays les plus pauvres et ceux qui souffrent de leur isolement géographique. Dans une économie mondialisée, il faut également ouvrir les perspectives qui, en matière d'échanges, de stabilité financière internationale et de transfert de technologies permettront aux pays en développement de saisir les occasions de s'engager dans un développement soutenu et de l'accélérer.

La Déclaration du Millénaire des Nations Unies formalise l'engagement pris par les pays en développement de gérer sainement leur économie, de s'attacher à leur propre développement et de répondre aux besoins humains et sociaux de leurs populations. Les pays développés de leur côté se sont engagés à soutenir les pays plus pauvres de leur aide, en commerçant avec eux et en allégeant leur dette. Pour que ce partenariat ait un sens, il faut qu'il réponde aussi aux besoins des pays en développement en matière de technologie, de moyens médicaux et d'emplois, notamment à l'intention des cohortes de jeunes de plus en plus nombreuses.

Si l'aide est vitale pour les pays les plus pauvres, ce sont les échanges commerciaux qui sont bénéfiques pour les pays à revenu moyen



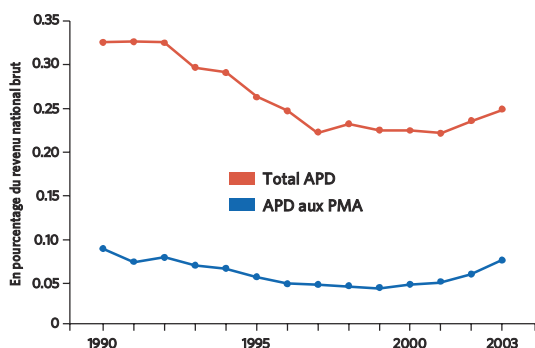
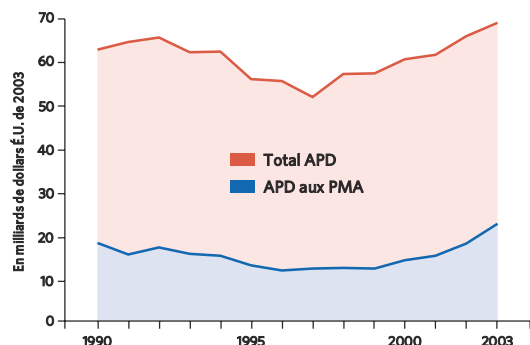
Recettes et versements en devises, moyenne des pays en développement, 2002-2003 (en milliards de dollars É.-U.)

L'aide publique et les dons charitables privés des pays développés sont la principale source extérieure de financement des pays les plus pauvres. Pour les pays en développement à revenu moyen, ce sont les échanges commerciaux; l'investissement étranger direct privé vient chez eux en deuxième place, mais il est en partie amputé par les bénéfices rapatriés dans le pays d'origine des entreprises. Les fonds que les migrants qui travaillent dans les pays développés envoient à leurs familles ont atteint 34 milliards de dollars en 2000 et sont une source extérieure de financement de plus en plus importante pour plusieurs pays en développement, sans compter les avantages concrets qu'ils procurent aux familles qui en bénéficient.

Dans les pays à faible revenu, il faut accroître le niveau de l'aide pour faire face aux maladies, à l'analphabétisme et à l'absence d'infrastructures. Tant qu'ils n'auront pas surmonté ces handicaps, ces pays ne pourront attirer les investisseurs ni entrer en lice sur le marché mondial. S'ils avaient accès aux marchés des pays riches dans des conditions plus justes, ils pourraient au moins prendre pied dans l'économie mondiale de la concurrence. C'est vrai aussi pour les pays à faible revenu, pour qui le commerce des matières premières et des produits manufacturés est déjà important.

\* Exportations moins importations de biens et de services, hors pétrole.

## L'aide publique au développement n'a jamais été aussi forte, mais jamais aussi faible par rapport aux revenus des pays donateurs



Aide publique au développement fournie par les pays développés, 1990-2003 (en dollars des États-Unis constants et en proportion du revenu national brut du donateur)

Le niveau de l'aide publique au développement (APD), après avoir baissé dans les années 90, a remonté pour atteindre en 2004 le chiffre record de 79 milliards de dollars. Les bailleurs de fonds ont promis qu'ils l'augmenteraient encore de 20 milliards de dollars avant 2006. Pourtant, et malgré cet effort, l'APD ne représente encore qu'à peine le quart de 1 % du revenu national des pays donateurs, dont cinq seulement (le Danemark, la Finlande, le Luxembourg, la Norvège et la Suède) atteignent ou dépassent déjà le seuil de 0,7 % fixé par l'ONU. Six autres pays ont annoncé qu'ils en feraient autant d'ici à 2015. Si toutes les promesses sont tenues, l'APD dépassera 100 milliards de dollars en 2010, montant qui reste quand même inférieur à celui que l'on juge en général nécessaire à la réalisation des Objectifs du Millénaire.

## L'aide supplémentaire vise surtout l'allégement de la dette et l'assistance d'urgence

Le récent surcroît d'aide a servi essentiellement à annuler des dettes et à répondre aux besoins humanitaires et aux nécessités du relèvement après certaines situations d'urgence. L'allégement de la dette est certes bienvenu mais il intéresse souvent des pays qui sont en cessation de paiement et n'est donc pas nécessairement un appoint financier pour les services sociaux ou la lutte contre la pauvreté. De la même manière, l'aide d'urgence et les secours en cas de catastrophe, pour indispensables qu'ils soient, ne répondent pas aux besoins à long terme du développement. Leur volume ne fera qu'augmenter en réponse au raz-de-marée qui a ravagé l'Asie en décembre 2004.

La part de l'APD consacrée aux besoins fondamentaux, ceux que les Objectifs du Millénaire nous donnent pour cibles, a doublé depuis le milieu des années 90. La moitié de la part croissante qui va à l'enseignement de base, aux soins de santé et aux services d'adduction d'eau et d'assainissement, sert à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Inversement, la part consacrée à l'agriculture et aux infrastructures matérielles va diminuant. Ces deux secteurs devront bénéficier d'un appui supplémentaire pour que les pays puissent nourrir leur propre population et soutenir leur développement économique.

## La qualité de l'aide est aussi importante que son volume

Un surcroît d'aide doit s'accompagner d'un surcroît d'efficacité, c'est-à-dire d'un gain au niveau des stratégies de développement du pays bénéficiaire lui-même, gain qui se mesure à l'aune de ce que le pays produit et non de ce qu'il reçoit. Les bailleurs de fonds doivent aussi simplifier leurs procédures et partir des arrangements déjà en place pour ne pas surcharger les pays en développement d'exigences administratives qui varient avec chaque donateur. Ils ont accepté de s'améliorer sur ce plan et se sont fixé des objectifs spécifiques.

### CIBLE

**Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des petits États insulaires en développement**

L'Organisation des Nations Unies a défini les 50 pays en développement qui faisaient face aux difficultés les plus aiguës : ce sont les « pays les moins avancés », ou PMA. Les pays développés ont décidé de réserver dans l'enveloppe de leur APD au moins 0,15 ou 0,20 % de leur revenu national brut à ce groupe. Cet objectif est loin d'être atteint. Les PMA reçoivent actuellement le tiers environ de tous les flux d'aide.

Il y a aussi deux autres groupes de pays dont le développement est soumis à des contraintes particulières, ce sont les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Le premier reçoit plus d'aide lui aussi : 1,5 milliard de dollars supplémentaire depuis 1996, soit un total de près de 10 milliards en 2003. Le second en a reçu 1,7 milliard en 2003.

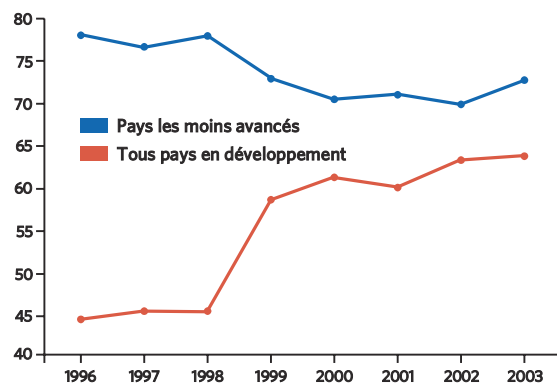


#### CIBLE

Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire

Les pays en développement ne peuvent réaliser leur potentiel commercial international pour accélérer leur croissance économique que si disparaissent les principaux obstacles que rencontrent leurs exportations, notamment les droits et taxes à l'importation imposés par les pays développés et les subventions qu'ils accordent à leur agriculture nationale.

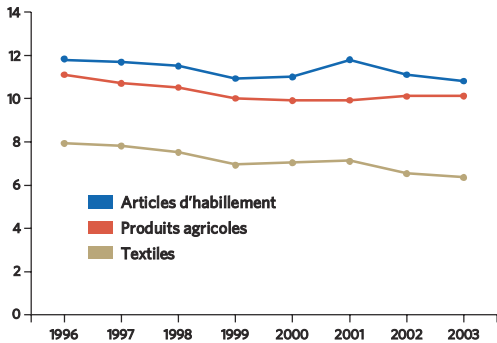
### Les pays développés importent en franchise de plus en plus de marchandises en provenance des pays en développement



Pourcentage (en valeur) de marchandises des pays en développement (hors armes et pétrole) entrées en franchise dans les pays développés, 1996-2003

Près des deux tiers des exportations des pays en développement entrent aujourd'hui en franchise de droits dans les pays développés. Bien que ceux-ci n'aient pas relevé leurs tarifs douaniers, la part de ces marchandises en provenance des pays les moins avancés a baissé entre 1998 et 2002, en même temps qu'évoluait leur composition. Depuis, les pays développés ont pris un certain nombre de dispositions dont devraient profiter les pays les plus pauvres. La proportion des exportations des pays qui sont soumises à des droits a baissé.

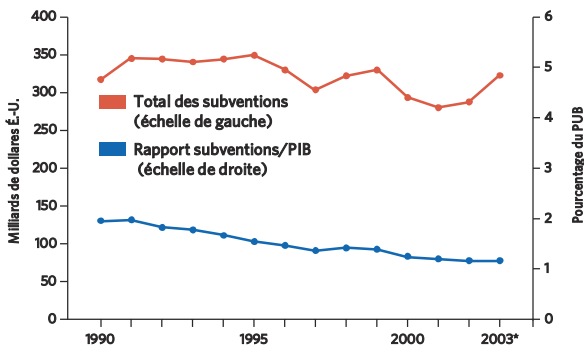
## Les tarifs douaniers restent à peu près inchangés pour certains grands produits des pays en développement



Moyenne des droits imposés par les pays développés à l'importation de certains produits clefs des pays en développement, 1996-2003 (en pourcentage)

Les pays développés imposent des droits de douane relativement élevés à des marchandises qui sont d'une importance stratégique pour les économies en développement, comme les textiles et les denrées agricoles. Les négociations commerciales multilatérales en cours sont l'occasion d'ouvrir les marchés de tous les pays aux exportations du monde en développement.

## Les subventions à l'agriculture doivent être fortement réduites dans les pays riches



Subventions agricoles des pays développés, 1990-2003 (en milliards de dollars É.-U. et en proportion du PIB)

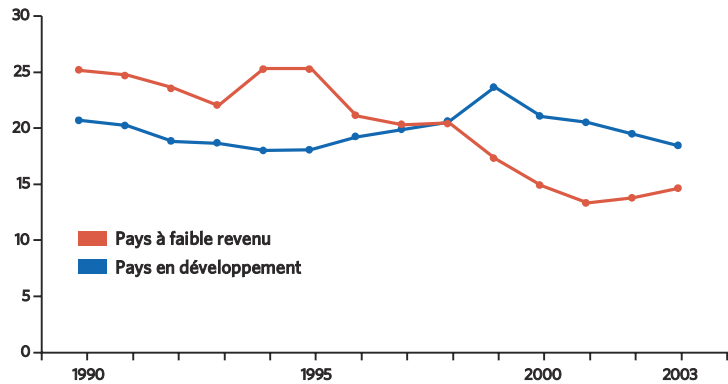
Les tarifs douaniers ne sont pas le seul obstacle aux exportations des pays en développement. Les subventions versées par les pays riches à leurs producteurs donnent à ceux-ci un avantage injuste sur les importations étrangères, à grands frais pour le contribuable. On estime à 20 milliards de dollars par an les bénéfices que les pays en développement tireraient de la libéralisation du commerce des produits agricoles.

\* Donnée provisoire.

### CIBLE

Traiter le problème de l'endettement des pays en développement dans son ensemble

## La dette extérieure reste un obstacle au développement, pas seulement pour les pays les plus pauvres



Service de la dette par rapport aux recettes d'exportation des pays en développement, 1990-2003 (en pourcentage)

Le programme d'allégement de la dette des pays les plus endettés a permis de réduire de 54 milliards de dollars les versements que 27 d'entre eux auront à faire à l'avenir. Cela devrait ramener la proportion de ces versements à 10 % des recettes d'exportation. Mais même ainsi réduite, beaucoup des pays en question peuvent avoir du mal à régler leur dette. Tel est aussi le cas de certains pays à revenu moyen. Les ministres des finances des sept grands pays industrialisés ont décidé en février 2005 d'effacer partiellement, et même totalement, la dette extérieure des pays les plus pauvres : si leur décision est mise en œuvre, ce sera une avancée considérable.

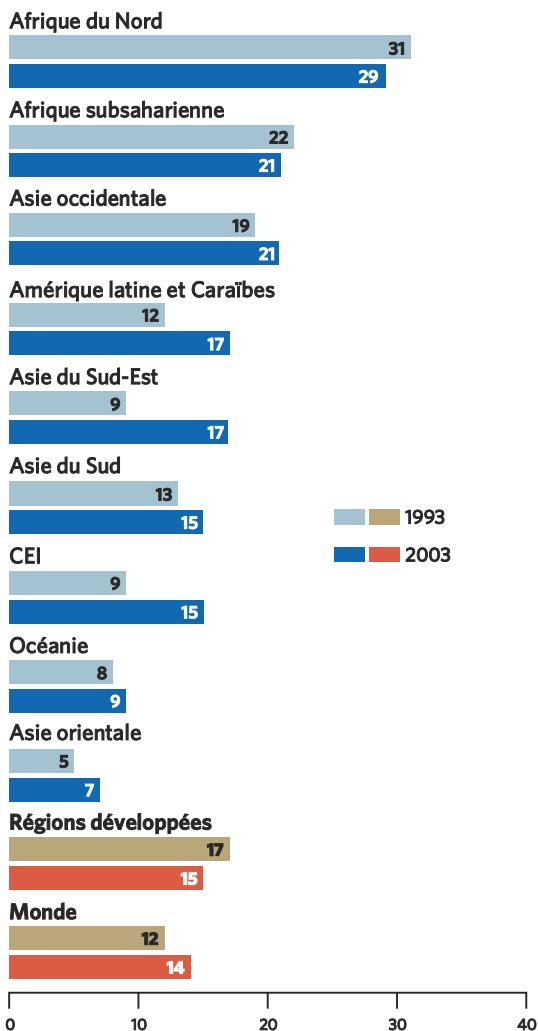
### CIBLE

En coopération avec les pays en développement, formuler et appliquer des stratégies permettant aux jeunes de trouver un travail décent et productif

En dépit des nombreux avantages de la mondialisation, près de la moitié des 2,8 milliards de personnes qui travaillent dans le monde le font encore pour moins de 2 dollars par jour. Plus de 500 millions de ces travailleurs subsistent avec encore deux fois moins. Pour faire reculer la pauvreté, il faut créer à leur intention non seulement plus d'emplois mais aussi plus d'emplois productifs.

## Le chômage des jeunes est le ferment de l'agitation sociale

Taux de chômage des jeunes, 1993 et 2003  
(en pourcentage)



Sur les 185 millions de chômeurs que compte le monde aujourd'hui, un peu moins de la moitié ont de 15 à 24 ans et, dans les régions en développement, les jeunes ont trois fois plus de chances que les adultes d'être sans emploi. Le nombre total de jeunes est passé de plus de 115 millions en 1990 à près de 1,2 milliard en 2004 et devrait encore augmenter de 64 millions d'ici à 2015. Dans 6 régions en développement sur 9, les taux de chômage sont plus élevés parmi les jeunes femmes que les jeunes hommes. Le chômage des jeunes adultes est à la fois un frein pour l'économie d'un pays et un gaspillage de ses ressources les plus précieuses. Enfin, cette population jeune sans emploi peut enclencher l'engrenage de la délinquance, de la violence et de l'agitation sociale.

### CIBLE

En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement

## Les médicaments essentiels pourraient sauver des millions de vies

Des millions d'êtres humains meurent prématurément ou tombent chaque année victimes de maladies ou de troubles pour lesquels il existe un remède ou un vaccin. Les médicaments essentiels peuvent sauver des vies et améliorer la santé mais il faut qu'ils soient accessibles, d'un prix abordable et de bonne qualité.

L'accessibilité des médicaments essentiels fait des progrès dans les régions en développement grâce aux efforts des autorités nationales, des donateurs, du secteur privé et de divers autres partenaires. En 2001, l'Organisation mondiale du commerce a décidé que l'Accord TRIPS sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, qui, entre autres choses, protège les brevets pris sur les préparations médicamenteuses, serait interprété dans un sens favorable aux droits des pays en matière de santé publique et à l'accessibilité universelle des médicaments. Cette innovation a été suivie en 2003 par une autre décision du Conseil général de la même organisation assouplissant les restrictions imposées à l'importation de médicaments génériques dans les pays les plus pauvres destinés à enrayer les épidémies « onéreuses », comme le sida, le paludisme et la tuberculose.

## Les médicaments antisida sont plus accessibles mais des millions de malades en sont encore privés

En 2004, le nombre de personnes recevant un traitement antirétroviral contre le VIH et le sida a doublé dans l'Afrique subsaharienne et en Asie. Mais il y en a 6 millions d'autres, pour les trois quarts en Afrique subsaharienne, qui ne peuvent profiter de cette thérapie. Bien que le prix des versions génériques des médicaments ait très nettement baissé, leur coût et la difficulté de se les procurer restent les handicaps les plus graves dans des situations caractérisées par la faiblesse des systèmes de santé et leur incapacité d'atteindre leur clientèle cible.

## Il y a une pénurie d'artémisine, produit antipaludique essentiel

De nouvelles préparations, y compris celles qui contiennent un dérivé d'*Artemisia annua*, se révèlent efficaces dans la lutte contre le paludisme. Mais le coût et la rareté de cette plante la rendent difficilement accessible. Comme il lui faut de six à huit mois pour pousser, il est indispensable de prévoir précisément la demande pour pouvoir administrer sans interruption les traitements fondés sur des associations médicamenteuses ayant l'artémisine pour base. La production et le financement de ces préparations restent les grands défis à relever pour parer en 2005 aux besoins de 132 millions de personnes.

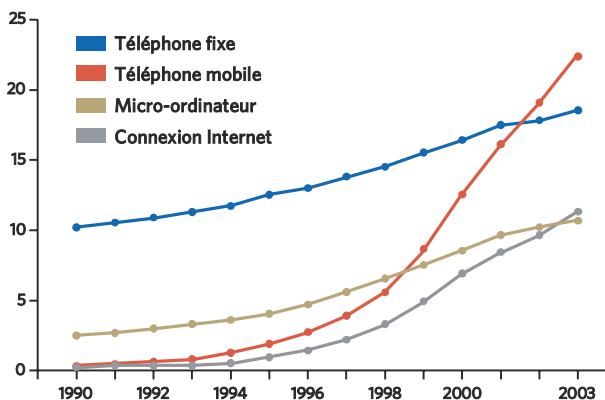
## L'approvisionnement insuffisant des médicaments et le manque de politiques pharmaceutiques appropriées retardent la lutte contre la tuberculose

Certains médicaments pris en association se montrent en général efficaces contre la tuberculose. Bien qu'ils soient relativement bon marché sous leur forme générique, leur coût reste trop élevé pour beaucoup des pays les plus pauvres. Dans ces pays comme dans certains autres, l'efficacité des stratégies thérapeutiques recommandées sur le plan international, y compris le protocole DOTS (voir Objectif 6), et leur généralisation sont limitées par les lacunes des approvisionnements pharmaceutiques et les erreurs des politiques.

### CIBLE

En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier dans le domaine de l'information et de la communication, soient accordés à tous

## La révolution de l'information commence à peine dans le monde en développement



Proportion de la population mondiale disposant d'une ligne téléphonique, d'un micro-ordinateur, d'une connexion Internet, 1990-2003 (en pourcentage)

L'expansion de l'informatique dans le monde en développement est une tendance positive. L'accès aux technologies de l'information et de la communication est un mouvement qui s'amplifie depuis le milieu des années 90 et reste un catalyseur du développement. Au Bangladesh par exemple, une entreprise privée, GrameenPhone, a créé un réseau de microcrédit qui permet aux femmes pauvres d'acheter un téléphone mobile et de vendre des services téléphoniques à leur entourage. Cette initiative a permis de créer 100 000 emplois, d'augmenter le revenu de ces femmes, chefs de microentreprises, et de donner accès au téléphone à 60 millions de ruraux.

L'explosion du téléphone mobile a considérablement élargi la couverture de la téléphonie dans le monde en développement : on y comptait 25 lignes fixes ou téléphones mobiles pour 100 habitants en 2003, contre deux en 1991, mais cinq internautes seulement. Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour franchir la fracture numérique qui sépare les riches et les pauvres.

## Avis au lecteur

Les objectifs du Millénaire pour le développement découlent de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, adoptée en 2000 par 189 pays. La plupart d'entre eux, tels qu'ils ont été fixés dans la conjoncture mondiale des années 90, doivent être atteints avant 2015. C'est en effet pendant les années 90 que se sont tenues plusieurs grandes conférences mondiales et qu'ont été fixées les grandes orientations de l'action en faveur du développement durable. Pour la plupart des objectifs donc, l'année de départ est 1990. Les dernières années pour lesquelles on dispose de données complètes pour la majorité des indicateurs sont 2002 et 2003.

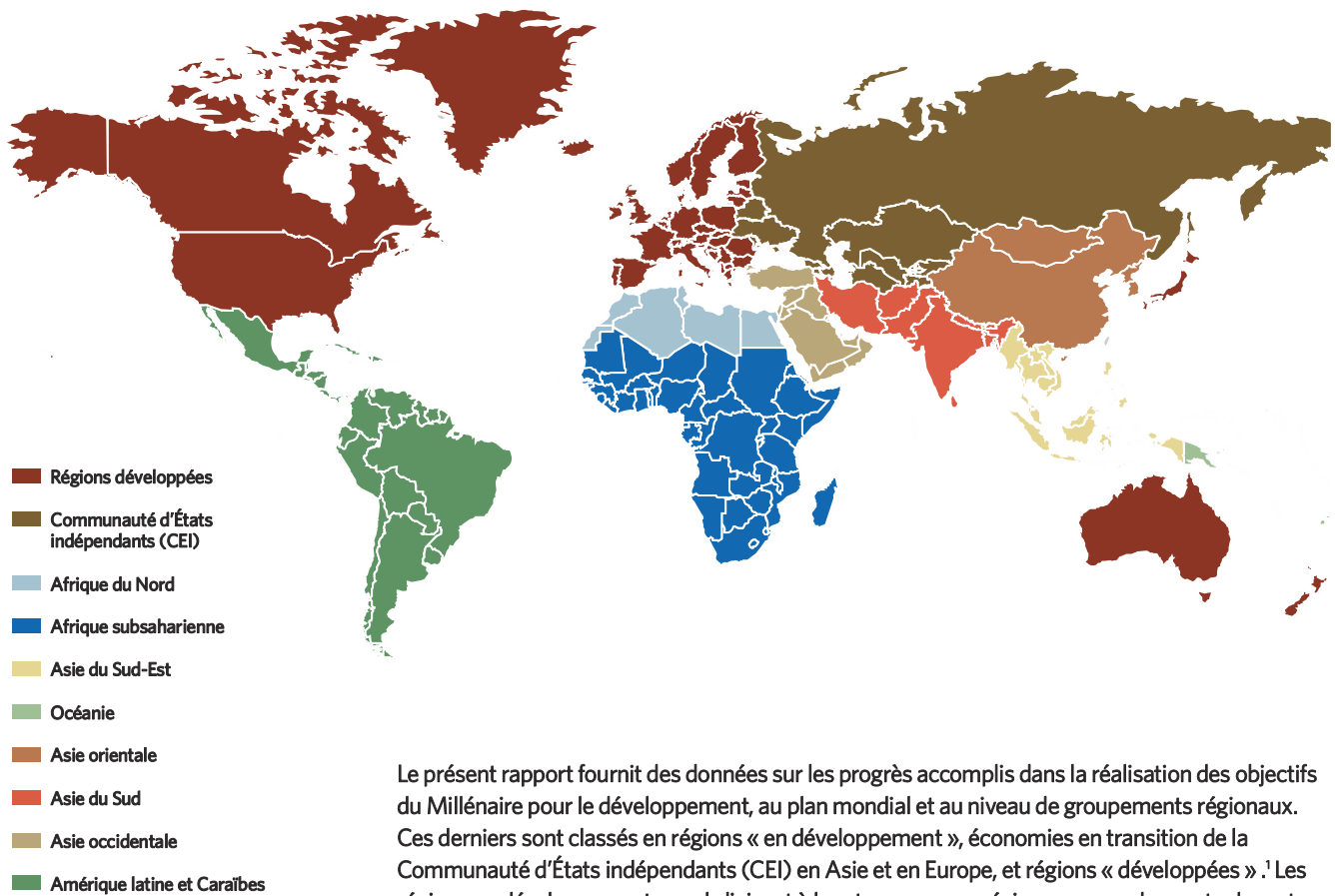
Les données permettant de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire sont réunies par des institutions spécialisées, dans leur domaine de compétence. Elles proviennent des statistiques nationales fournies par les États aux membres du réseau international de statistique (Division de statistique de l'ONU et services spécialisés des divers organismes des Nations Unies) et sont ajustées à des fins de comparabilité. Dans certains cas, les États disposent de statistiques plus récentes mais elles n'ont pas encore été communiquées aux services internationaux. Il arrive aussi que les pays ne produisent pas les données qui seraient nécessaires au calcul des indicateurs. Dans ce cas, les services internationaux procèdent par estimation à partir des données des pays voisins ou d'autres pays à niveau de revenu comparable. La plupart des organismes des Nations Unies, et aussi l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Union interparlementaire (UIP), prennent part à ces travaux.

Beaucoup d'indicateurs – par exemple ceux concernant la mortalité ou la malnutrition des enfants, l'action antipaludique, les connaissances et les comportements liés au VIH/sida – sont tirés d'enquêtes organisées et administrées par les institutions internationales. Il s'agit essentiellement des enquêtes par grappes à indicateurs multiples (MICS) et des enquêtes démographiques et de santé (EDS), qui permettent de combler les fréquentes lacunes.

Les données sur les pays tirées des enquêtes internationales et des sources nationales ou fixées par estimation par les organismes spécialisés sont ensuite consolidées en chiffres régionaux et mondiaux. Ce sont ces agrégats qui donnent une idée générale des progrès réalisés. Si les agrégats régionaux offrent une façon commode de suivre les phénomènes dans le temps, ils occultent souvent des disparités très marquées entre pays de la même région. Ils masquent aussi une autre réalité, à savoir l'absence fréquente dans le monde en développement de relevés qui donnent une image réaliste des tendances au niveau des pays et permettent de définir et d'appliquer à bon escient les politiques de développement.

La communauté statistique internationale est très consciente de ces limites et soutient les efforts entrepris par les pays pour améliorer les données qu'ils produisent. Ces efforts doivent se concentrer sur la formation de statisticiens nationaux mais aussi viser à conserver ces spécialistes à l'emploi des administrations de leur pays. Il faudrait aussi mettre en œuvre des programmes fondamentaux de collecte pour assurer un flux continu de statistiques sociales et économiques et favoriser la collaboration et la mise en commun des connaissances entre pays d'une même région.

# Groupements régionaux



Le présent rapport fournit des données sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, au plan mondial et au niveau de groupements régionaux. Ces derniers sont classés en régions « en développement », économies en transition de la Communauté d'États indépendants (CEI) en Asie et en Europe, et régions « développées ».<sup>1</sup> Les régions en développement se subdivisent à leur tour en sous-régions, comme le montre la carte ci-dessus. Ces groupements correspondent aux divisions géographiques de l'Organisation des Nations Unies, moyennant les quelques modifications imposées par la nécessité de constituer des ensembles aussi homogènes que possible se prêtant à l'analyse. On trouvera, à l'adresse <http://millenniumindicators.un.org>, une liste complète des pays, par région et par sous-région.

<sup>1</sup> Il n'y a pas d'usage établi dans les institutions des Nations Unies pour différencier pays ou zones « développés » et « en développement »; la distinction n'est faite ici qu'aux fins de l'analyse statistique.

**Pour le rapport intégral sur les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, consulter**  
[millenniumindicators.un.org](http://millenniumindicators.un.org)

**Pour toutes informations complémentaires ou pour aider :**

S'adresser au bureau du Programme des Nations Unies pour le développement ou au Centre d'information des Nations Unies de votre pays ou région.

Consulter le site des objectifs du Millénaire pour le développement :  
[www.un.org/millenniumgoals](http://www.un.org/millenniumgoals).

Consulter le site de la campagne Objectifs du Millénaire, [www.millenniumcampaign.org](http://www.millenniumcampaign.org).

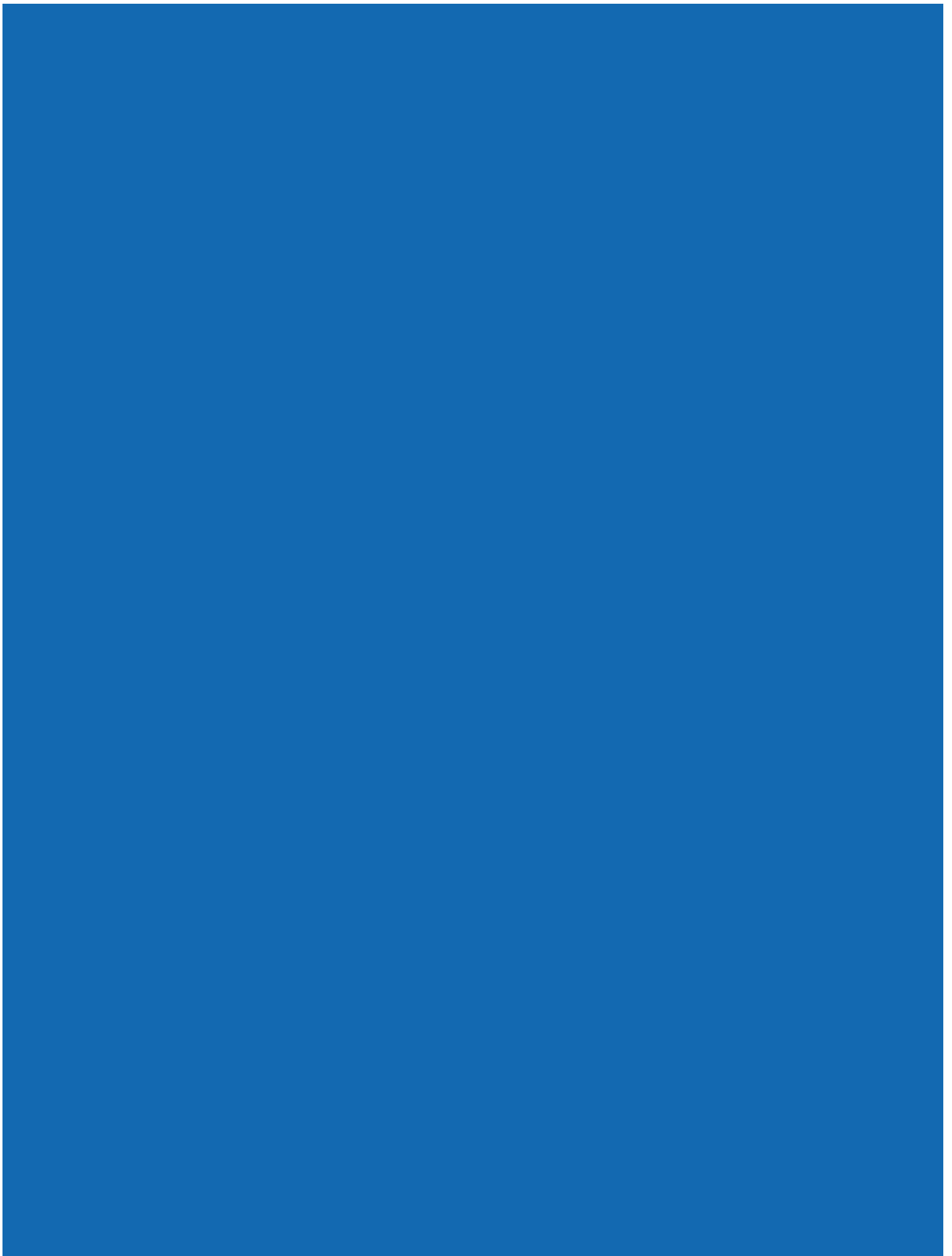
**CONCEPTION**

Giampietro+Smith, New York

**PHOTOS**

Photo de couverture: Stuart Franklin/Magnum Photos; Page 2: UNEP/Still Pictures; Page 13: Louise Gubb/UNICEF/04-0474; Page 17: Photo by John Rae; Pages 21 and 22: UN Photo by Eskinder Debebe; Page 27: Sean Sprague/The Image Works; Page 35: Thierry Geenen/ UNICEF/HQ02-0255; Page 38: Raghu Rai/ Magnum Photos





Les ressources et les technologies actuellement disponibles font de nous la première génération qui peut réellement faire du droit au développement une réalité pour tous et mettre l'humanité entière à l'abri du besoin. Il existe une vision commune du développement. Ces objectifs pour le développement, qui vont de la réduction de moitié de la pauvreté à la scolarisation de tous les enfants d'âge primaire et à l'arrêt de la propagation des maladies infectieuses d'ici à 2015, telles que le VIH/sida, sont devenus des indicateurs mondialement reconnus des progrès d'ensemble à accomplir et ont été adoptés aussi bien par les donateurs que par les pays en développement, la société civile et les grands organismes de développement.

Ces objectifs pour le développement peuvent être atteints en 2015 à condition de s'écarter des pratiques habituelles et d'accélérer et d'intensifier de façon spectaculaire l'application des mesures dès maintenant.

SALES NUMBER: F.05.116  
ISBN 92-1-200272-2



9 789212 002729

— Résumé du rapport du Secrétaire général, *Dans une liberté plus grande*

Publié par le Département de l'information de l'ONU  
DPI/2390 – mai 2005 – 35M